Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

ÉTAPE ESSENTIELLE AU PROCESSUS DE PRÉPARATION DU BUDGET

2025



SYNDICAT d'EAU de l'ANJOU

PRÉSERVONS NOS RESSOURCES

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Table des matières

1-Eléments de contexte 4
1-1 Conjoncture et perspectives macro-économiques 4
1-2 Contexte de la gestion de l'eau 5
2- Faits marquants 2024 et perspectives 2025 7
2-1 Le SEA en quelques chiffres (2023) : 7
2-2 Les modes de gestion et d'exploitation sur le territoire 8
2-3 Gestion de la Ressource et qualité de l'eau 9
2-3-1 Le contrat territorial 9
2-3-2 L'étude Ressource 10
2-3-3 La programmation de nouveaux captages 10
2-3-4 Une stratégie foncière à déployer 11
2-4 L'Exploitation en Régie 11
2-4-1 2024 : une année contrastée 11
2-4-2 Perspectives 2025 : des enjeux structurants 11
2-5 Programmes de travaux 2025 : un programme ambitieux à la fois sur les ouvrages et le réseau 14
2-5-1 Le renouvellement de réseaux 15
2-5-2 La réhabilitation des ouvrages et l'optimisation du réseau 15
2-5-3 La création d'une nouvelle usine à Saint-Georges-sur-Loire 16
2-5-4 La construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation 17
2-5-5 Poursuite du Village des Syndicats 17
2-5-6 Les travaux sur le SIG : changement d'outil et poursuite du projet classe de précision des réseaux en classe « A » 17
2-6 Les moyens généraux du SEA 18
2-6-1 Fin des travaux d'aménagement du siège de Beaucouzé 18
2-6-2 Renouvellement de la flotte automobile 18
2-6-3 Evolution du poste électricité 19
2-6-4 Evolution du marché des assurances 19
2-7 La Mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information 19
2-7-1. Mise en place d'un SCADA, en remplacement de la solution de supervision actuelle. 20
2.7.2 Système d'Information Géographique (SIG) 20
2.7.3 Mise en place d'une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) 21
2.7.4 Autres dépenses d'exploitation du SI 21
2-7-5 Déploiement d'un réseau LORA 21
2-8 La communication 22
2-8-1 Bilan des actions de communication 2024 22
2-8-2 Projets et ambitions 2025 en communication 22

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-8-3 Coopération internationale, partenariats et adhésions 23
3 Les Ressources Humaines 24
3-1 Effectifs et données sociales 2024 24
3-2 Evolution de la masse salariale 2024 25
3-3 Les perspectives ressources humaines 2025 26
4 Perspectives budgétaires 2025 27
4-1 Evolutions des recettes 27
4-1-1 Tendances sur les volumes de vente d'eau 28
4-1-2 Impact des avenants sur les secteurs Nord-Est et Nord-Ouest 28
4-1-3 Estimations des recettes de vente d'eau 29
4.1.4 Evolutions des redevances de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB) 29
4-2 Evolution des dépenses d'exploitation : 30
4-2-1 Historique des charges réelles d'exploitation 30
4-2-2 Prospectives dépenses 2025 30
5 Le plan pluri annuel d'investissements 31
6 Financement des investissements 33
6-1 Structure de la dette actuelle 33
6-2 Autofinancement et autres recettes d'investissements 34
6-3 Prospective financière et évolution de la dette : 35
CONCLUSION 38

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

PREAMBULE

Le débat d'orientations budgétaires est une obligation légale pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, ainsi que dans les départements. (Articles L2312-1, L5211-36 et L3312-1 du CGCT).
Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Il doit être tenu par l'organe délibérant dans les deux mois précédant l'examen du budget, et ne pas avoir lieu lors de la même séance que celle concernant le vote du budget.
Issu de l'article 107 de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), le débat d'orientations budgétaires doit être acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Sur la base du Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB), le débat d'orientations budgétaires a toujours pour vocation de présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir tout en précisant certains points particuliers relatifs à la gestion de la dette, l'évolution du personnel ou les grandes dépenses/recettes en fonctionnement ou en investissement.

Le Syndicat d'Eau de l'Anjou construira son budget 2025 autour des grands axes suivants :

1. **Consolider la structuration du syndicat :** afin de poursuivre la mise en œuvre d'un niveau de service performant, le déploiement des outil métiers et la construction d'une infrastructure solide seront les axes forts et prioritaires des prochaines années, en adéquation avec les ambitions du SDSI,
2. **Organiser la mixité des modes de gestion :** la phase transitoire actuelle devra permettre d'élargir les alternatives possibles pour les futurs modes de gestion sur le territoire à l'horizon 2028 et d'atteindre les prérequis d'organisation et d'équipements nécessaires à une éventuelle extension du périmètre de la régie,
3. **Finaliser la convergence tarifaire** à échéance 2026 permettant de limiter les évolutions interannuelles des factures des particuliers et de supprimer les dernières tranches tarifaires subsistantes,
4. **Optimiser la gestion financière du syndicat :** la mise en œuvre du contrôle budgétaire se poursuivra par un travail sur la structuration de l'analytique qui devra permettre une meilleure analyse des coûts à des fins décisionnelles et d'optimisation.
5. **Piloter le Plan Prévisionnel d'Investissements (PPI)** : il doit concourir à la sécurisation de l'approvisionnement en eau, l'optimisation des unités de production et la fiabilisation des réseaux de transport/distribution et des ouvrages de stockage. Les 2 projets majeurs à conduire, à savoir la construction de la nouvelle usine d'eau potable et la construction d'un bâtiment d'exploitation pour la Régie, sur les 2 prochaines années, nécessiteront une révision d'ampleur du PPI pour que celui-ci demeure en adéquation avec les objectifs de la feuille de route.
6. **Maintenir un niveau d'autofinancement** permettant d'atteindre les ambitions fixées en matière de rythme de renouvellement du réseau. La mise en place d'un plan de trésorerie devra permettre d'affiner les besoins de financement et d'optimiser les éventuels excédents.
7. **Contenir un niveau de remboursement adapté de la dette** : le recours à l'emprunt sera nécessaire pour financer les projets d'ampleur de ces deux prochaines années. Une attention particulière sera apportée dans le cadre des choix qui devront être opérés sur les conditions des emprunts à contracter et de la dette existante.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

1-Eléments de contexte

1-1 Conjoncture et perspectives macro-économiques

La France traverse une période de stabilisation économique après avoir connu des turbulences ces dernières années. L'inflation ralentit, la croissance est modérée. Cependant, des défis et des incertitudes subsistent, notamment en matière de finances publiques et de compétitivité.

Ralentissement de l'inflation

- L'inflation moyenne a atteint **2,4 % en 2024** et devrait passer sous le seuil de **2 % en 2025**.
- La baisse des prix de l'énergie et de l'alimentation a majoritairement contribué à cette modération.



En 2025, l'inflation totale s'inscrirait durablement sous le seuil des 2 %, tandis que l'inflation hors énergie et alimentation reculerait plus progressivement.

Le prix de l'eau a quant à lui progressé en moyenne de plus de 8% en 2024 avec des écarts significatifs entre les territoires. Cependant l'impact n'est pas mesurable sur l'inflation, la part de l'eau potable dans le budget des ménages représentant moins de 1%.

Une croissance qui resterait positive en 2025

- Évolution du PIB : après une croissance de 0,4 % au troisième trimestre 2024, le PIB a légèrement reculé de -0,1 % au quatrième trimestre.
- Prévisions : L'INSEE prévoit une croissance de 0,2 % par trimestre en 2025, soit une croissance annuelle de 1,1 %.

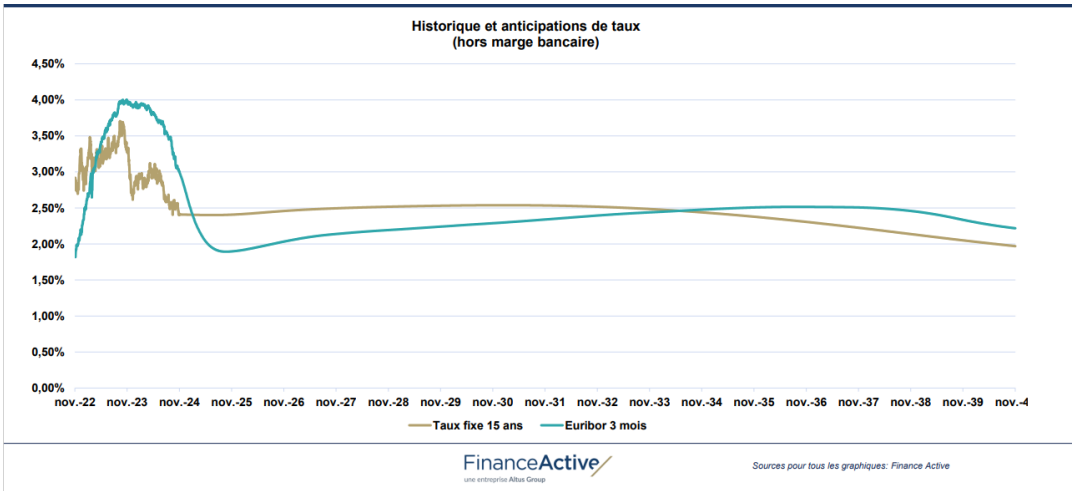
La consommation des ménages redeviendrait le principal moteur de la croissance à partir de 2025, soutenue par les gains de pouvoir d'achat de la masse salariale.

Impact des décisions de politique monétaire sur l'évolution des taux d'intérêt (source : Finance Active)

Dans le cadre d'un contexte géopolitique international tendu et une économie européenne à la peine, la FED et la BCD ont décidé de poursuivre la baisse des taux directeurs.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Le résultat des élections américaines ne devrait pas impacter à court terme les marchés financiers et les taux d'intérêts bancaires devraient poursuivre une légère baisse même si les marges bancaires demeurent élevées à court terme.



1-2 Contexte de la gestion de l'eau

Le cycle de l'eau fait débat, les collectivités sont confrontées à des défis d'ampleur :

- La disponibilité et la gestion durable de la ressource, dans un contexte de changement climatique et de tensions hydriques, sécheresse ou inondations ;
- La potabilité et le traitement des pollutions, essentiels pour garantir la qualité de l'eau potable et préserver l'environnement, les zones de captage ;
- Le financement et la tarification des services d'eau, qui impactent directement les collectivités et les usagers, ainsi que la réforme des redevances des Agences de l'eau en 2025.

Des investissements et des programmes ambitieux pour renforcer la gestion de l'eau

Le plan gouvernemental d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau (Plan « Eau ») du 30 mars 2023 a fixé comme priorité d'organiser la sobriété des usages de l'eau pour tous les acteurs avec, en objectif, une économie de 10 % des prélèvements d'eau d'ici 2030 et un renforcement des moyens des agences de l'eau à hauteur de 455 M€ annuels.

Prospective sur les usages de l'eau à horizon 2030

Le cycle de l'eau sera de plus en plus affecté par le changement climatique, ce qui risque d'accroître les conflits d'usage dans les territoires. Dans le prolongement de premiers travaux publiés en avril 2024 sur les usages de l'eau, France Stratégie publie un rapport et une note d'analyse consacrés à la demande en eau à horizon 2050.

Du fait de l'augmentation de la part de l'irrigation agricole dans les prélèvements, en 2050 la demande en eau devrait être davantage concentrée au cours des mois les plus chauds de l'année, quand la ressource en eau est au plus bas dans les milieux aquatiques.

Coût de la pollution : Enjeu de qualité et de sécurité sanitaire

Plusieurs rapports font état de risques liés à la qualité de l'eau potable :

Ils mettent en avant la somme des concentrations mesurées pour les 20 PFAS identifiés par la Directive Eau Potable. Les résultats montrent que, bien que toutes les valeurs relevées restent en deçà de la limite autorisée, la quasi-totalité des collectivités testées détectent des PFAS dans leur eau potable.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

En parallèle, d'autres PFAS ont été recherchés parmi lesquels le TFA, un métabolite de pesticides (flufénacet et flutolanil), l'un des PFAS les plus préoccupant aujourd'hui mais non réglementé, détecté dans près de 80% des prélèvements réalisés.

12éme programme des agences de l'eau

Les agences de l'eau lancent pour la période 2025-2030 des programmes d'intervention particulièrement ambitieux. Ces programmes, dévoilés en novembre 2024, pourraient notamment permettre d'allouer plus de 2 milliards d'euros par an pour accompagner les défis de la préservation des ressources, la restauration du bon état des milieux aquatiques, et l'adaptation au changement climatique. L'objectif est de réduire notamment la pollution à la source, d'encourager la sobriété hydrique – avec la perspective de diminuer de 10 % les prélèvements d'ici 2030 – et de moderniser les infrastructures de production et de distribution d'eau potable dans l'ensemble des bassins français

Les actualités de 2024 et 2025 révèlent un double enjeu pour la production et la distribution d'eau potable en France :

- D'une part, un virage important est engagé par les agences de l'eau et les collectivités, avec des investissements massifs et des réformes tarifaires destinées à moderniser les réseaux, à améliorer la qualité de l'eau et à encourager la sobriété hydrique.

- D'autre part, des risques de contamination – notamment liés aux composés issus de la dégradation de pesticides et aux défaillances des infrastructures anciennes – rappellent la nécessité de poursuivre des efforts importants en matière de surveillance, de régulation et d'innovation technologique.

Ces évolutions témoignent d'une nécessaire dynamique de transformation du secteur, visant à assurer un approvisionnement en eau potable sûr, de qualité et durable.

Le SEA a pleinement intégré ces enjeux majeurs, et le budget 2025 reflète de manière significative les défis à relever en termes de gestion des ressources, de qualité de l'eau et de nécessité de moderniser ses outils de production et de distribution.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2- Faits marquants 2024 et perspectives 2025

2-1 Le SEA en quelques chiffres (2023) :



9,4 millions de m³
d'eau brute prelevés

19 captages
- 7 forages d'eaux souterraines,
- 6 puits dans la nappe alluviale de la Loire,
- 6 captages en rivière.



8,5 millions de m³
d'eau potable produits

13 unités de production



74 réservoirs
d'une capacité de stockage totale de 40 500 m³

dont 29 châteaux d'eau



32 stations de surpression

5 000 km
de réseau d'eau potable

8.8 millions de m³ consommés
(baisse de 1.6% par rapport à 2022)

86 % de rendement
(moyenne nationale selon données SISPEA 2020 : 80,1 %)

0,90 m³/jour/km d'indice linéaire de perte (ILP)
(moyenne nationale selon données SISPEA 2022 : 3,2 m³/jour/km)

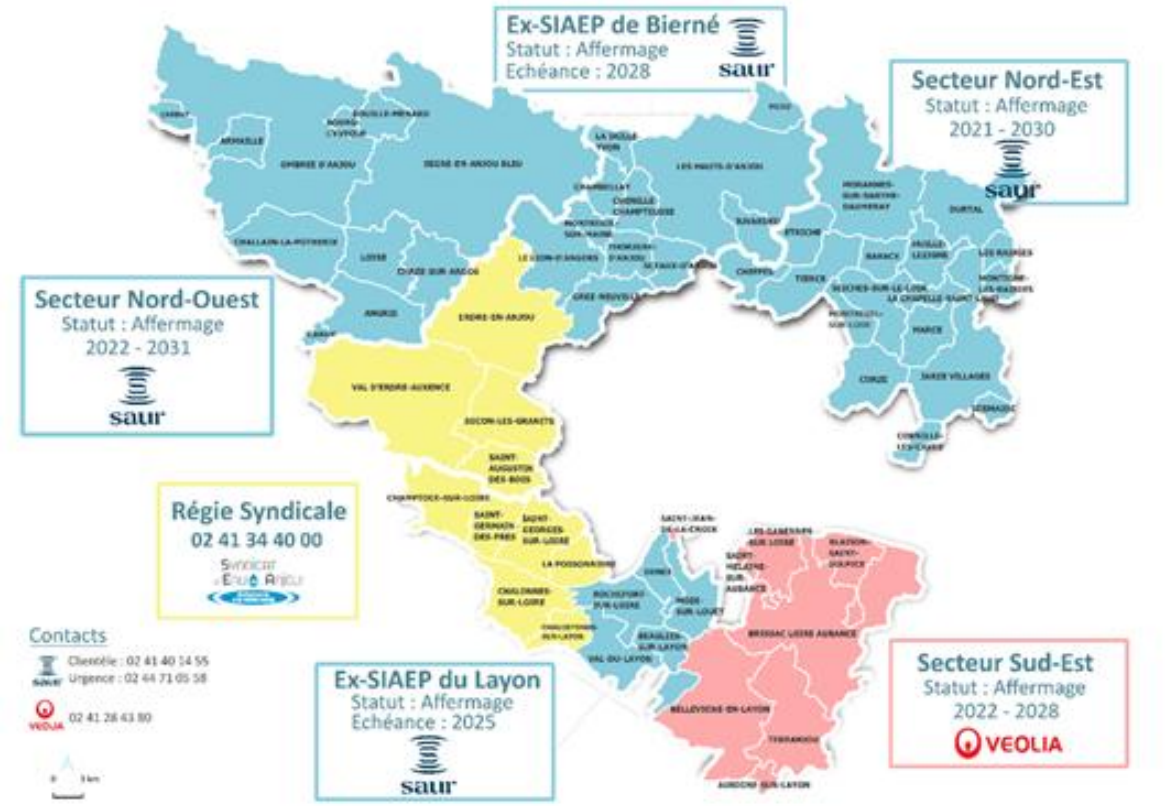
160 000 habitants desservis

74 630 abonnés
(+1.1 % par rapport à 2022)

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-2 Les modes de gestion et d'exploitation sur le territoire

2025 sera une année stable par rapport à 2024



2025 sera cependant marquée par la préparation des échéances de certains contrats de délégation ou de prestation :

- Sur le **secteur Layon,** le contrat de concession conclu avec la société SAUR arrive à échéance le 31/12/2025
- Sur le **secteur de la régie**, le contrat de prestation de services d'assistance, conclu avec la société VEOLIA EAU, prendra également fin en mars 2026. Il est non renouvelable mais il pourra être envisagé, dans le cadre du marché à lancer en 2025 sur le secteur « cœur de Layon », d'accompagner la montée en charge de l'équipe travaux, au sein de la Régie ainsi que suppléer, ponctuellement, l'astreinte.

Le comité syndical de septembre 2024 a choisi de privilégier l'intégration des communes de Mozé-sur-Louet, Denée et Rablay-sur-Layon au contrat de DSP Sud-Est, conclu avec la société VEOLIA EAU dès lors que l'intégration n'impactait pas le prix pour les usagers. Un avenant devra être négocié en ce sens début 2025 avec le délégataire avec effet au 1er janvier 2026.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

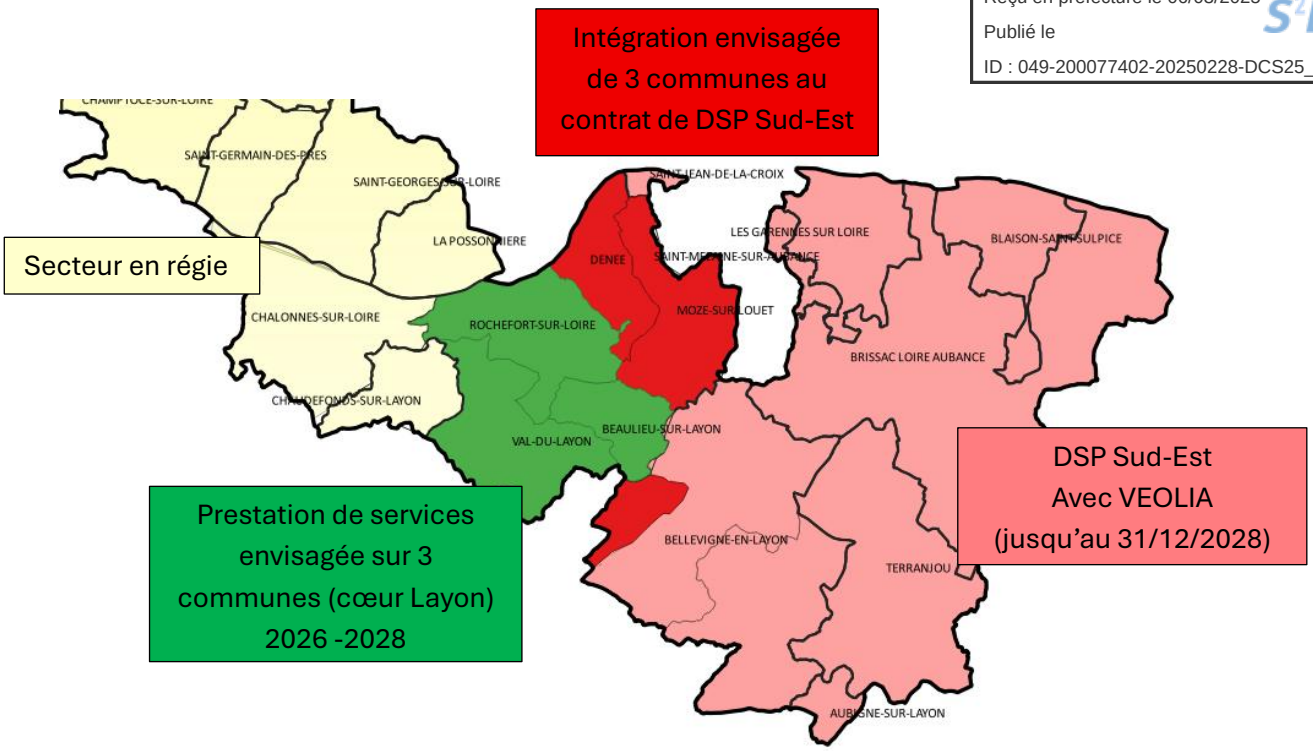


Figure 1. Carte de l'exploitation envisagée de l'ex-SIAEP du Layon (horizon 2026)

Toujours dans le cadre de la fin du contrat du délégataire SAUR sur le territoire du Layon, le comité a acté le lancement d'un marché de prestation de services pour l'exploitation des communes restantes du secteur du layon. Ce contrat permettra également d'apporter un appui à la régie, notamment sur les travaux à effectuer sur des canalisations en amiante. Ce marché d'une durée de 3 ans (2026-2028) est estimé entre 1 500 000 € et 2 000 000 €, en fonction des prestations qui y seront intégrées.

Cette consultation sera réalisée avec l'appui de l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage ESPELIA, pour lequel une consultation a déjà eu lieu, qui impactera le budget 2025 à hauteur de 14K€.

Concernant les coûts d'exploitation sur les secteurs gérés par les délégataires, quelques éléments impactant le budget 2025 du SEA sont à signaler :

- L'usine de Seiches devrait être arrêtée en 2025 limitant ainsi les investissements sur cette usine vieillissante.
- L'usine de Daon, qui alimente le secteur de Bierné, devra faire l'objet d'un renouvellement du charbon actif en grain afin d'améliorer ses performances de traitement. Ce renouvellement pourrait faire l'objet d'une participation du SEA (jusqu'à 35 K€).

2-3 Gestion de la Ressource et qualité de l'eau

2-3-1 Le contrat territorial

Le Contrat Territorial Eau (CTEau) 2023-2025 signé par le Syndicat d'Eau de l'Anjou pour les captages prioritaires de Vritz-Candé et du Louroux-Béconnais, entame sa dernière année.

Un coût prévisionnel de **160 K€** a été estimé sur l'année 2025 dont **38 K€** pourra faire l'objet d'un financement par subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Cette part du budget sera allouée aux actions conduites pour le changement des pratiques agricoles mais également à la communication auprès du grand public pour inciter aux changements de pratiques et ainsi réduire les pollutions d'origines agricoles et urbaines. Une part du budget (acquisition agricole) ne sera dépensée que selon les opportunités.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

En complément, des suivis réguliers de la qualité des eaux de prélèvement et des eaux superficielles sont menées. C'est environ **22k€** qui seront affectés en 2025 à ce suivi qualitatif afin de surveiller au plus près l'évolution des pollutions.

En prévision de la mise en œuvre possible en 2025 d'un arrêté à Zones Soumises à Contraintes Environnementales (ZSCE) sur l'Aire d'Alimentation de Captage (AAC) de Vritz-Candé, une enveloppe de **21 K€** a été ajoutée au budget du CTEau 2025 pour la réalisation et l'actualisation de diagnostics agro-environnementaux.

Globalement la part du budget fléché sur les actions en lien avec le contrat territorial affiche une légère hausse par rapport à 2024.

Dans le cadre du 12ème programme de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, les Contrats Territoriaux Eau seront remplacés par des Accords de Territoire (AT). Le CTEau Bassin Versant de l'Erdre actuel est maintenu jusqu'à son terme (fin 2025) mais à partir de 2026 il devra prendre la forme d'un Contrat de Territoire. Ce nouveau programme 2026-2028 est en cours de construction par le syndicat EDENN (chef de file du programme), le SEA ainsi que toutes autres structures partenaires seront associés à sa construction via des COTECH et autres ateliers de travail. Une première réunion a déjà eu lieu le 3 février 2025 et une validation de l'Accord de Territoire est prévue en novembre 2025.
Ce nouveau contrat se veut plus simple à mettre en place. Il ne nécessitera pas, par exemple, de signature de toutes les structures mais seulement du chef de file (Il ne sera notamment plus nécessaire de fournir une délibération/décision de chaque membre).

2-3-2 L'étude Ressource

Un des enjeux majeurs du SEA consiste à optimiser la disponibilité de la ressource en eau pour approvisionner ses usagers notamment au regard du dérèglement climatique.
Ainsi, le SEA a lancé en avril 2024 une étude de 2 ans d'une valeur de **143 K€** pour procéder à un audit de ses ressources actuelles mais aussi estimer l'impact du changement climatique et de l'évolution des usages de l'eau sur les prélèvements à court et moyen terme, et proposer un programme de gestion et d'investissements optimisé pouvant intégrer l'exploitation de nouvelles ressources.

En prenant en considération l'avancement de l'étude, une enveloppe de **97 K€** est prévue sur l'année 2025 pour permettre d'initier les actions qui découleront des préconisations mises en avant par l'étude.

2-3-3 La programmation de nouveaux captages

Pour répondre à la problématique de production d'eau et face aux sécheresses régulières, le SEA enclenche une dynamique de création de nouveaux captages.

Ainsi en 2025, 2 nouveaux captages sont programmés :

L'un concerne la réhabilitation d'un forage d'essai à Saint-Rémy-La-Varenne pour lequel il faut procéder à une déclaration officielle auprès des services de l'Etat. **42 K€** ont été budgétés pour 2025 pour la réalisation des procédures administratives (analyses, diagnostics et étude hydrogéologique) et pour la réalisation de travaux de réhabilitation du forage.

Le second programme de captage se matérialisera par la création d'un nouveau puits à drains à Saint-Georges sur-Loire. Il s'agit de la substitution du puits N°1 par un puits plus productif. Un AMO a été retenu en 2024 pour l'assistance administrative et le suivi du chantier. Il est prévu un budget de **50 K€** en 2025 pour la réalisation d'une étude de faisabilité avec avis d'un hydrogéologue agréé et la nomination d'un maitre d'œuvre.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-3-4 Une stratégie foncière à déployer

Le déploiement d'une stratégie foncière permettant la mobilisation d'outils fonciers pour mieux maitriser l'usage des parcelles agricoles à protéger, constitue également un enjeu important. Le SEA projette le dépôt d'un dossier de demande de droit de préemption sur un périmètre de captage à enjeu. Un budget de **40 K€** a été estimé pour la réalisation d'études hydrogéologiques et agro-environnementales, étape préalable nécessaire.

Par ailleurs, le SEA a accepté la promesse de vente des anciens locaux du SEA à Segré (situé 4 rue Gillier) pour la somme de **120k** € en novembre 2024. (Vente annulée en février 2025 : remise en vente du bâtiment)

2-4 L'Exploitation en Régie

2-4-1 2024 : une année contrastée

L'année 2024 a démarré avec une équipe Régie conforme à l'organigramme prévu. Cependant, un taux d'absentéisme élevé et un turn-over important ont fortement réduit l'effectif opérationnel, entraînant des retards dans l'exécution des missions.

- **Le Service Clientèle** a rencontré de nombreux problèmes d'outils informatiques impactant la facturation, notamment avec OMEGA, logiciel inutilisable en début d'année 2025. Le prestataire JVS n'a pas déployé les solutions attendues, limitant l'exploitation de l'outil de reporting et figeant les travaux d'interfaçage avec l'outil comptable (Berger Levrault).
- **Côté Exploitation** le contexte a été plus favorable avec une faible occurrence d'incidents électromécaniques, une météo clémente et un taux de casse minime sur les canalisations. La collaboration avec Véolia a permis de maintenir le renouvellement des compteurs et d'assurer une maintenance efficace.

L'année 2024 a également été marquée par des avancées stratégiques :

- Intégration complète des communes du territoire cible.
- Fonctionnalité optimale du Feeder-sud.
- Mise en service des puits de l'usine du Boyau avec les nouvelles pompes.

Malgré cette activité déjà dense, plusieurs projets clés ont avancé :

- Validation d'une nouvelle organisation RH pour stabiliser les équipes et réduire la sous-traitance.
- Sécurisation des communications avec la mise en place d'une fibre optique à l'usine.
- Étude et consultation pour un outil SCADA performant.
- Lancement d'un audit sur le logiciel clientèle OMEGA afin d'améliorer la productivité du service
- Intégration d'un programme de renouvellement des hydrostabs.

2-4-2 Perspectives 2025 : des enjeux structurants

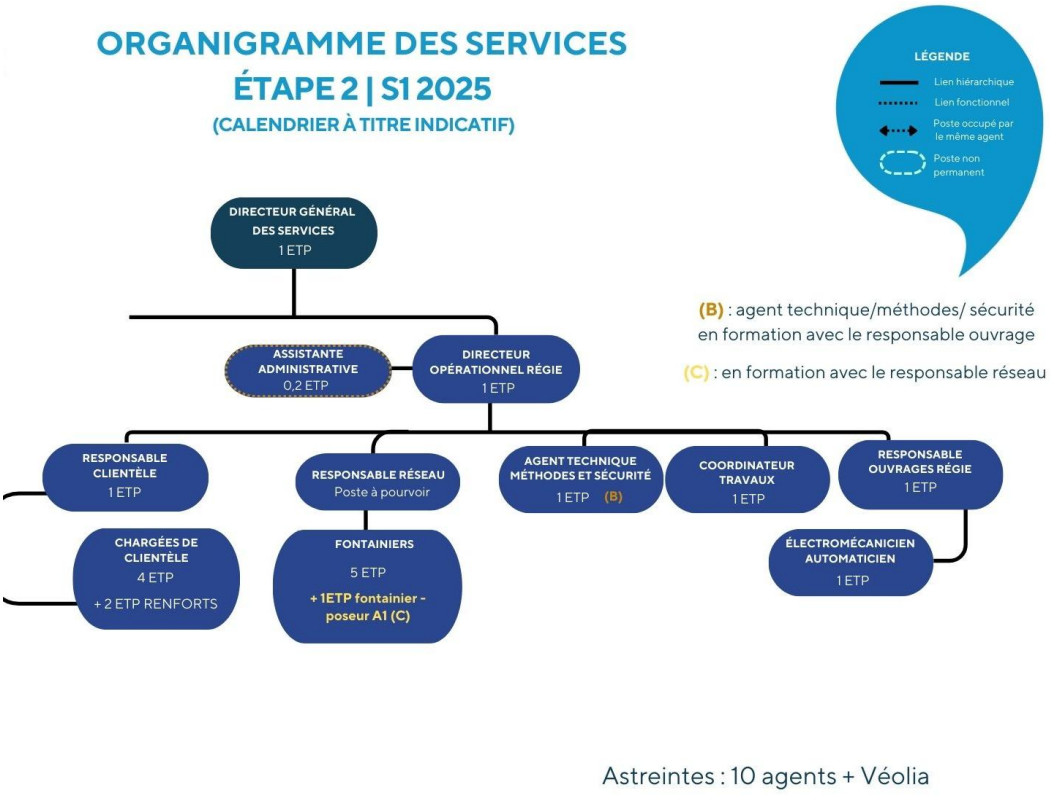
L'année 2025 sera axée sur deux priorités essentielles :

1. **Stabilisation et montée en compétences des effectifs**
2. **Optimisation des outils et simplification des processus pour améliorer la productivité**

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Etape 1 pour 2025

- Création d'un poste de Responsable d'Équipe Réseau pour l'intégration et la formation des fontainiers.
- Constitution d'une équipe travaux opérationnelle en 2025, qui passe par une étape préalable d'embauche de 2 salariés supplémentaires avec formation au métier de fontainier.

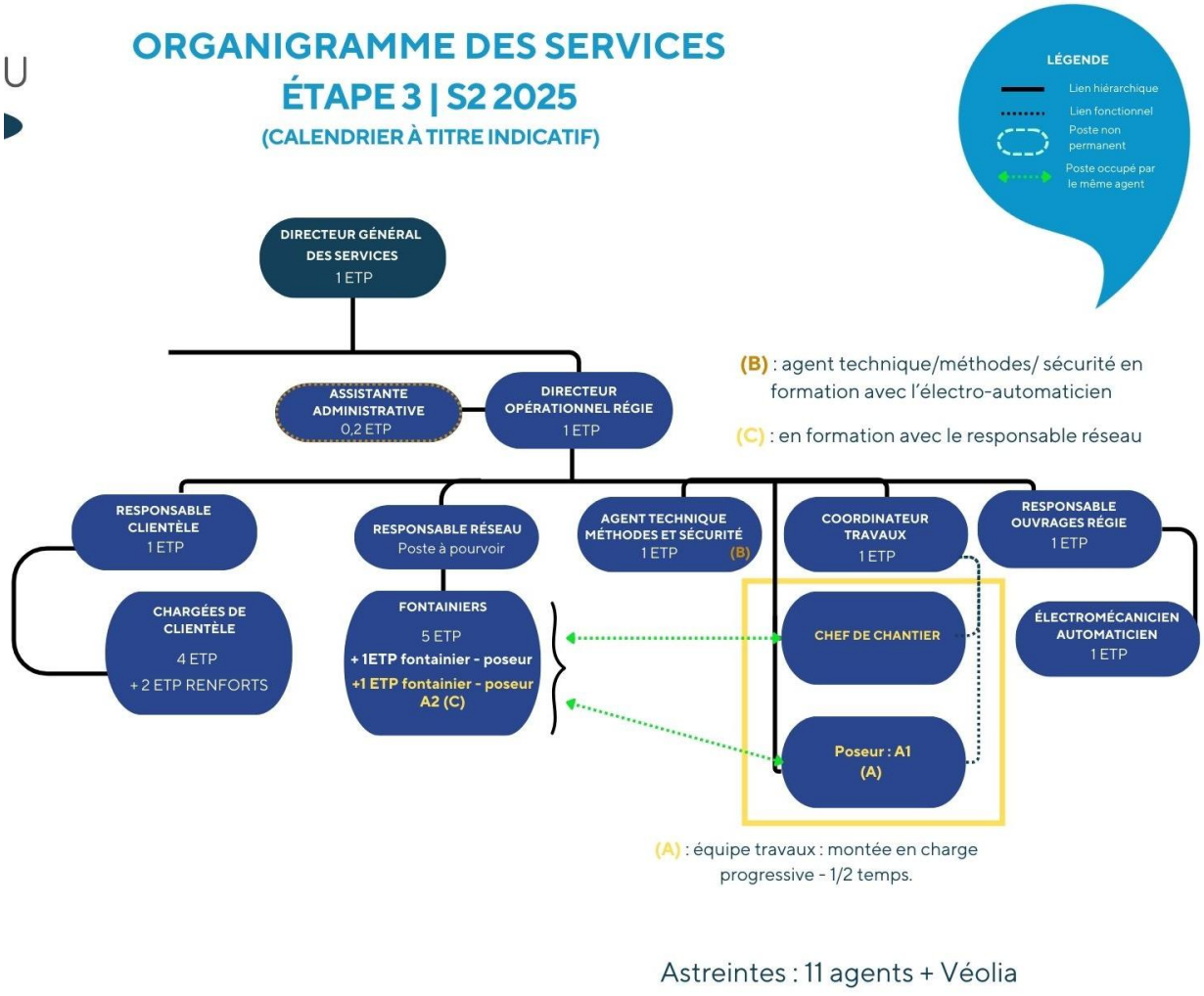


Astreintes : 10 agents + Véolia

Etape 2 pour 2025 :

- Mise en place d'un Assistant Technique Méthodes et Sécurité pour accompagner les chantiers et tester les nouveaux outils du SDSI.
- Amélioration de la gestion des astreintes pour limiter la sous-traitance, sans totalement la supprimer.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE



Afin de renforcer la cohésion et l'efficacité collective au sein du service clientèle, l'équipe bénéficiera au cours du 1er semestre 2025 d'un accompagnement personnalisé, par un cabinet externe (VAKOM), pour lui permettre de faire face aux importants défis à relever : résorber l'ensemble du retard dans la facturation des abonnés, stabiliser et optimiser les process et l'utilisation des outils.

Optimisation des outils et simplification des processus :

- Déploiement du nouveau SIG impactant tous les services exploitation y compris celui de la clientèle,
- Mise en place et extension d'un SCADA et d'une GMAO,
- Finalisation des interfaces avec l'outil comptable et les états de reporting,
- Poursuite de l'audit sur OMEGA et intégration des recommandations,
- Accompagnement renforcé du service clientèle pour gérer l'impact des évolutions réglementaires dès début 2025 (réforme des redevance Agence de l'Eau).
- Collaboration avec JVS pour optimiser l'exploitation d'OMEGA et bénéficier d'une assistance sur mesure.
  L'ensemble des coûts en lien avec ces prestations sont détaillés dans le paragraphe sur le déploiement du SDSI.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

En 2025, plusieurs projets de grande envergure impacteront l'activité de la Régie :

- Démarrage des travaux de la future usine d'eau potable à Saint-Georges, avec des mesures pour sécuriser l'usine actuelle.
- Réfection des exhaures de l'usine du Boyau.
- Rénovation du château d'eau de Saint-Augustin et réintégration dans le système d'approvisionnement en eau potable
- Modélisation hydraulique du réseau AEP du secteur de la Régie, impliquant des études sur les temps de séjour et la re-chloration.
- Déploiement des nouveaux progiciels SIG et SCADA.

La réussite de ces chantiers stratégiques est conditionnée au renforcement et à la structuration des équipes.

Par ailleurs, certains projets initiés en 2024 se poursuivront :

- Finalisation du déploiement de la radio-relève (2 000 compteurs restants).
- Contrôle des vannes de section, en lien avec la mise en place du nouveau SIG.
- Structuration de l'équipe travaux et acquisition des équipements nécessaires.
- Poursuite du programme de renouvellement des hydrostabs.
- Enregistrement en classe de précision « A » des travaux internalisés.

2-5 Programmes de travaux 2025 : un programme ambitieux à la fois sur les ouvrages et le réseau

L'année 2024 a été consacrée à la mise en œuvre de plusieurs études en particulier sur les volets ressources en eau et sur les ouvrages. Les thématiques de ces études viendront à l'appui des travaux à conduire pour développer la gestion patrimoniale.

Ainsi, cette année, le service pourra se focaliser sur la mise en œuvre de travaux de construction ou de réhabilitation d'ouvrages ainsi que sur l'amélioration de la connaissance de l'état du patrimoine.

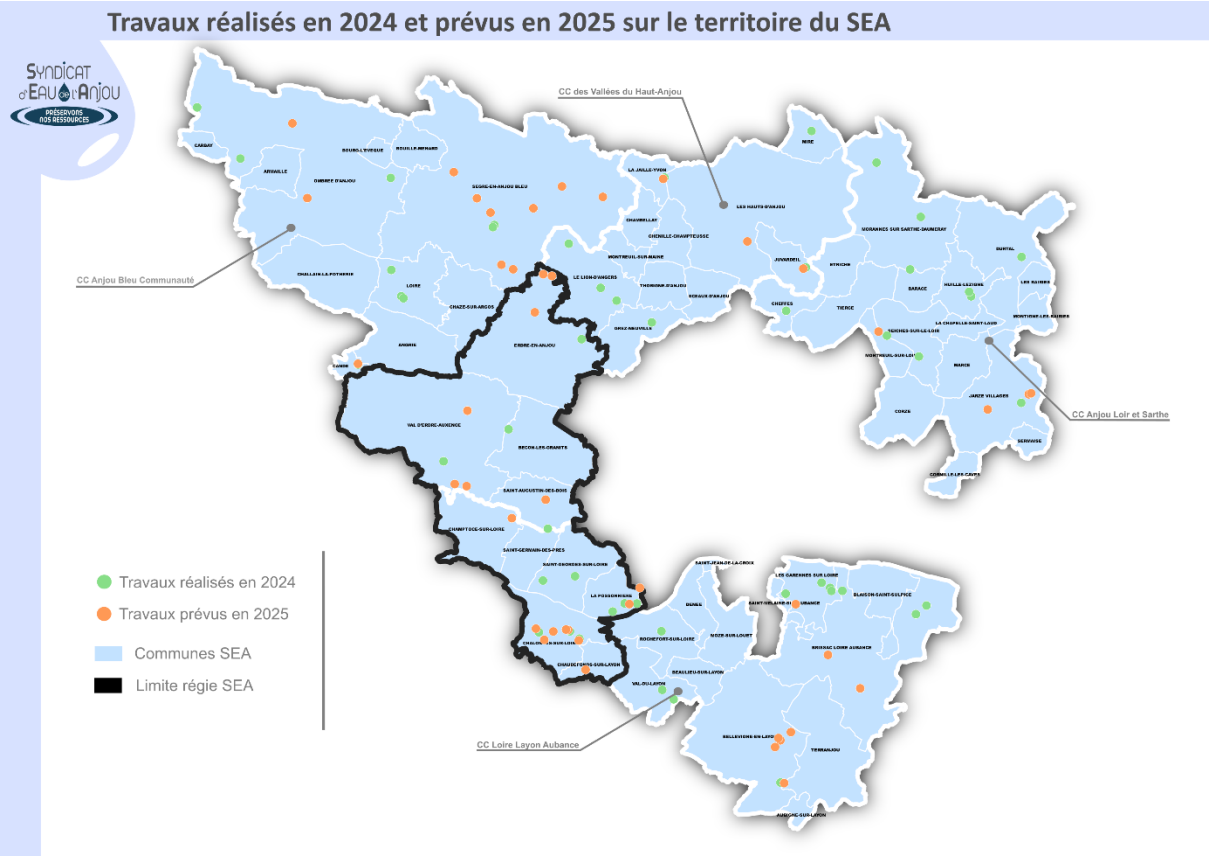
Concernant le renouvellement des réseaux, si l'année 2024 a débuté plutôt modestement avec le départ de chargés d'opérations, les recrutements, la mobilisation des équipes en place et le recours ponctuel à de la maitrise d'œuvre externe ont finalement permis d'atteindre et même de dépasser de 30% les objectifs d'exécution budgétaire prévisionnels. Une partie des investissements a été inscrite en reste à réaliser sur 2025, soit 2,6M€, ce qui, cumulé aux crédits prévus dans le cadre du ¼ des dépenses, devrait permettre de maintenir la dynamique de travaux jusqu'au vote, fin mars, du budget 2025.

3 axes majeurs composent les travaux qui seront portés par la maitrise d'ouvrage de la Direction des Services Techniques :

- Les opérations de renouvellement de réseaux dans le cadre de la gestion patrimoniale et en coordination avec les autres concessionnaires,
- La réhabilitation d'ouvrages,
- La construction d'équipements ou ouvrages neufs pérennisant la production et la distribution d'eau potable sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-5-1 Le renouvellement de réseaux



Répartition des projets prévus en 2025 et réalisés en 2024

Pour 2025, ce sont près de **7,3M€** d'investissements liés à des opérations de renouvellement de réseaux ou de dévoiements qui ont été identifiés comme prioritaires avec les exploitants et les maitres d'ouvrages des Communautés de Communes et des communes du territoire du SEA.

Ces travaux restent répartis sur l'ensemble du territoire du SEA et comprennent notamment :

- Le dévoiement de feeders de transport d'eau potable pour le contournement de la commune des Alleuds (estimé à **500k€**),
- Les tests de fonctionnement de l'ensemble des feeders et de la sécurisation du secteur Nord-Ouest reliant Bazouges à ALM dont le centre névralgique se situe au niveau de la bâche de Seiches.

2-5-2 La réhabilitation des ouvrages et l'optimisation du réseau

Après la première étape de réhabilitation d'ouvrages menée entre 2020 et 2022, le SEA entame une nouvelle phase de **réhabilitations de châteaux d'eau** sur lesquels les expertises ont débuté en 2024 pour une réalisation des travaux en 2025.

Deux ouvrages sont particulièrement dégradés :

- Le château d'eau de Mozé-sur-Louet
- Le château d'eau de Saint-Augustin-des-Bois

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

L'opération concernant le château d'eau de Mozé est particulièrement délicate. Elle nécessite en effet un travail en étroite collaboration avec l'exploitant Saur mais aussi Angers Loire Métropole afin d'éviter toute rupture d'alimentation en eau potable pendant la période des travaux.

Par ailleurs, dans le but de mieux maitriser sa connaissance patrimoniale, le SEA a engagé un audit de l'ensemble de ses ouvrages dans l'objectif de produire un programme pluriannuel de réhabilitation et d'entretien de ses ouvrages. Ce sont **150k€** qui y seront consacrés en 2025.

De **nouvelles stations de surpression** vont également être créées. L'objectif est de moderniser le patrimoine et d'améliorer la sécurisation de la distribution d'eau sur le territoire de la régie.

L'une viendra en substitution de celle existante et vieillissante à la Pouëze. La construction de la nouvelle station se fera à proximité. Les travaux intégreront le dévoiement de la canalisation d'alimentation « fuyarde » et située à ce jour en domaine privé sous un étang.

L'autre station de surpression à réhabilitée se situe à Bécon-Les-Granits, en substitution de 2 stations existantes au lieu-dit « la Boulangerie » à Saint Sigismond et celle du Louroux Béconnais. Les travaux permettront d'améliorer le maillage du territoire et la distribution d'eau et de garantir ainsi la défense incendie jusqu'à Villemoisan aujourd'hui alimenté par Atlantic'eau.

En 2025, **1M€** seront mobilisés pour l'ensemble des travaux sur les ouvrages.

2-5-3 La création d'une nouvelle usine à Saint-Georges-sur-Loire

Dans le cadre du schéma directeur, le feeder sud sera alimenté par la future usine de Saint-Georges-sur-Loire et permettra d'alimenter tout le secteur sud-ouest du SEA.

Le marché de construction de la nouvelle usine a été attribué au groupement de travaux Stereau – Angevin – Actemium- Lépine pour un montant de **10M €.**

Les travaux débuteront mi 2025 et les crédits de paiement 2025 de l'autorisation de programme pour cette opération sont estimés à **3.5M€**.



En parallèle et dans l'objectif d'accroitre la capacité d'autoproduction d'eau potable, la phase administrative pour le lancement des études de création d'un nouveau puits à drain en substitution du puits N°1 de l'usine sont démarrées. Vraisemblablement seule la phase administrative sera exécutée en 2025.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-5-4 La construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation

2025 est également une année cruciale en matière d'amélioration des conditions de travail des équipes de la Régie et de renforcement de la proximité du SEA avec les usagers du secteur de la régie.

Ainsi, **170k€** seront consacrés à l'acquisition de terrains à Saint-Georges-sur-Loire, la viabilisation du terrain et aux études de maitrise d'œuvre.

Le SEA a confié la délégation de maîtrise d'ouvrage des études et travaux à la société d'aménagement ALTER pour l'assister dans ce dossier.

Les études réalisées en 2025 devront permettre de formaliser les besoins d'espaces des équipes de la régie pour optimiser la réactivité, les conditions de travail et ainsi programmer des locaux modernes et répondant aux normes de sécurité du travail.

Un accueil pour les usagers sera intégré aux futurs locaux pour répondre aux enjeux de proximité avec abonnés. Un espace ludique et pédagogique sera également intégré pour mener des actions de sensibilisation du public.

2-5-5 Poursuite du Village des Syndicats

Le projet de Village des Syndicats réunissant 3 syndicats : le SIEML + le SEA + 3R d'Anjou à Ecouflant se poursuivra en 2025 avec la fin des études, la consultation relative aux travaux de construction du Village, sans matérialité budgétaire à ce stade.

En effet, le montage financier retenu emporte que le SEA ne supportera que des charges locatives, applicables à la prise de possession des nouveaux locaux, le portage financier de l'investissement foncier étant, lui, assuré uniquement par le SieML.

2-5-6 Les travaux sur le SIG : changement d'outil et poursuite du projet classe de précision des réseaux en classe « A »

Dans le cadre de l'optimisation de ses pratiques, le SEA s'est doté en 2020 d'un outil de gestion cartographique SIG. Cet outil a aujourd'hui atteint ses limites et son changement est fondamental pour répondre aux enjeux de professionnalisation du SEA.

Ce nouvel outil permettra ainsi :

- La remontée géolocalisée des interventions sur réseau (fuite, etc..),
- La remontée de correctifs du SIG (matériaux, diamètre, etc..),
- L'amélioration de la précision du SIG par collecte de position à la précision centimétrique,
- La visualisation de cartes thématiques,
- Une première gestion patrimoniale par requêtage.

La migration des données et l'installation du nouveau logiciel s'étendront sur la première moitié de l'année 2025. Ce projet est estimé à **150k€** en investissement pour cette première année.

La prestation de recalage des réseaux AEP du syndicat d'eau de l'Anjou en classe de précision A pour le territoire de la CCVHA doit être finalisée au 1er trimestre 2025. L'impact pour le SEA de cette première phase est essentiel pour se conformer à la réglementation qui prévoit que d'ici 2026 chaque réseau situé dans une entité urbaine soit géoréférencé avec une précision « classe A ».

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Aussi, un marché complémentaire de recalage du réseau de précision classe A va être conclu sur le territoire de deux autres communautés de communes (Anjou Bleu Communauté et CCLLA) pour un montant estimé à **600k€**. **200k€** sont inscrits au budget 2025.

Dans le cadre des ambitions du SEA de se doter de professionnels compétents et d'une expertise permettant de dimensionner nos réseaux et fiabiliser notre gestion patrimoniale, un partenariat avec plusieurs structures est engagé et se poursuit en 2024 :

- 0,5 ETP sur un profil de SIGiste salarié du SIEML et formé au métier de l'eau potable,
- 0,2 ETP sur un profil d'hydraulicien salarié d'Angers Loire Métropole.

Le coût total des prestations s'élève à **45K€**.

L'objectif est de continuer à fiabiliser les données cartographiques et la connaissance du patrimoine du SEA mais également de caler le modèle hydraulique pour le secteur de la régie créé en 2024. D'ores et déjà le modèle actuel permet de mener des simulations de fonctionnement du réseau et d'optimiser son exploitation.

2-6 Les moyens généraux du SEA

2-6-1 Fin des travaux d'aménagement du siège de Beaucouzé

L'année 2024 a été marquée par l'achèvement de la dernière phase de travaux du siège de Beaucouzé qui a fait l'objet au cours de ces 3 dernières années d'un réaménagement global permettant d'accueillir plus qualitativement les collaborateurs et d'anticiper une évolution des effectifs. Le coût total des travaux s'élève à **97 K€** dont **52 K€** pour l'année 2024 répartis entre dépenses d'exploitation et d'investissements.

2-6-2 Renouvellement de la flotte automobile

Concernant le projet de renouvellement de la flotte automobile, le retrait de l'AMO choisi initialement pour accompagner le SEA, a impacté significativement le calendrier initial. Cependant, le cahier des charges est finalisé pour l'ensemble des lots (voir ci-dessous) et une partie des commandes a été passée auprès de l'UGAP fin 2024 (inclus en reste à réaliser 2024 donc au budget 2025). Le programme de renouvellement sera majoritairement réalisé sur l'exercice 2025.

La loi d'orientation des mobilités (dite loi « LOM ») impose aux établissements publics disposant d'une flotte de plus de 20 véhicules, de respecter une proportion, dans le cadre du renouvellement, **de 40% de véhicules à faible émission** à compter du 1er janvier 2025. Cette évolution de la règlementation a été prise en compte et le renouvellement de la flotte du SEA respectera ces conditions :

RO	2025		2026		TOTAL Investissements	
	Coût d'achats	Nbre de véhicule	Coûts d'achats	Nbre de véhicule	Coûts d'achats	Nbre de véhicules
Electrique	**228 780 €**	**8**	**28 500 €**	**1**	**257 280 €**	**10**
Lot citadines électriques	105 160 €	4			105 160 €	4
Lot compact électrique	38 120 €	1			38 120 €	1
Lot partner électrique	85 500 €	3	28 500 €	1	114 000 €	5
Thermique	**290 498 €**	**11**	**49 433 €**	**2**	**339 931 €**	**12**
Lot Experts	190 478 €	7	24 428 €	1	214 906 €	8
Lot petit SUV essence	100 020 €	4	25 005 €	1	125 025 €	4
Total général	**519 278 €**	**19**	**77 933 €**	**3**	**597 211 €**	**22**

Aux coûts d'acquisition des véhicules, il faudra ajouter les aménagements des véhicules utilitaires dont le coût total est estimé à **38k€** et qui sera intégré au montant de l'investissement de la flotte.

Par ailleurs, au vu des délais incertains pour la livraison des véhicules, le poste location a été par prudence maintenu à l'identique.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2 bornes de recharge électriques seront installées pour un coût total de **20K€** : l'une sur le site de Beaucouzé qui devrait être prise en charge à hauteur de 50% par le propriétaire, et l'autre borne sur le site actuel de l'usine de production d'eau potable à St Georges (qui sera ensuite transférée sur le site du bâtiment d'exploitation)

En 2025, le travail relatif à la flotte automobile sera poursuivi avec la rédaction **d'un marché de maintenance des véhicules** pour permettre d'optimiser les coûts et faciliter la gestion de l'entretien du parc.

2-6-3 Evolution du poste électricité

Le coût de l'électricité représente le second poste le plus important des charges à caractère général (chapitre 11) du SEA avec un réalisé 2024 à hauteur de **345 K€** soit 12% du chapitre 11. Il enregistre une augmentation substantielle par rapport aux coûts 2023 (200K€ au CA 2023). Cette hausse est due aux nouvelles conditions du marché public mutualisé d'électricité contracté via le groupement proposé par le SIEML. Les tarifs annoncés par le fournisseur OCTOPUS sont orientés à la baisse entre 18 et 22% sur le prix du kWH hors énergie verte (-12%) mais cela ne concerne que le siège de Beaucouzé. En revanche, les 2 taxes sur l'énergie, à savoir la TICFE et la TURPE, vont progresser de 10% en 2025 (elles représentent en 2024 près de 30% de la facture HT d'électricité). Au vu de l'annonce très récente de ces modifications tarifaires, une évaluation est en cours sur ce poste et sera très certainement inférieure au réalisé 2024 même s'il faudra tenir compte tenir compte de l'installation de deux bornes électriques de recharge, du démarrage des travaux de la nouvelle usine de St Georges et des travaux sur les ouvrages.

Par ailleurs, le SEA compte tenu de son activité peut bénéficier d'une exonération partielle de certaines taxes. Un travail est déjà engagé avec un cabinet spécialisé à la fois pour bénéficier de cette exonération de façon rétroactive et des méthodes à appliquer pour régulariser les factures à venir. Compte tenu de l'incertitude des montants attendus, Il n'est pas prévu de déterminer une enveloppe prévisionnelle au budget 2025.

2-6-4 Evolution du marché des assurances

En 2025, le contrat d'assurance véhicules fait l'objet d'une augmentation de +50% à flotte équivalente avec une forte sinistralité. L'assurance dommage aux biens augmentera quant à elle de 20%.

Par ailleurs un nouveau contrat d'assistance à la gestion des polices d'assurance a été contracté début 2025.

L'enveloppe globale, hors coût de l'assurance dommage ouvrage (77,5k€) s'élève à environ **35k€**.

2-7 La Mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information

Le portefeuille de projets SDSI 2024 s'articulait autour de quatre chantiers techniques indispensables, formant les premières déclinaisons opérationnelles du Schéma Directeur des Systèmes d'Information et garantissant l'alignement avec les objectifs stratégiques du Syndicat d'Eau de l'Anjou.

- Changement de Système d'Information Géographique (SIG)
- Structuration de la fonction SI
- Mise en place d'un SCADA
- Diagnostic de l'outil de gestion de clientèle de la régie (Oméga)

L'ensemble des projets conduits au cours de l'exercice 2024, respectent le calendrier prévisionnel. Le responsable informatique a intégré l'équipe du SEA en octobre 2024 et accompagne la mise en œuvre du SDSI aux côtés du prestataire TACTIS avec lequel la phase 2 du marché public d'assistance vient d'être engagée pour un montant annuel de **11,5K€HT**.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2025, plusieurs investissements et dépenses de fonctionnement sont prévus pour le Système d'Information (SI). La mise en œuvre du Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI) impactera significativement le budget 2025, notamment avec la mise en production d'un nouveau Système d'Information Géographique (SIG) et l'installation d'un nouveau SCADA mais aussi le déploiement d'un nouveau logiciel de GMAO (DimoMaint) pour les équipements de la Régie.

Par ailleurs, la directive européenne « NIS2 », applicable depuis octobre 2024, renforce la cybersécurité des infrastructures critiques dans plusieurs secteurs, dont celui de l'eau. Elle impose des exigences accrues en gestion des risques, protection des systèmes industriels (comme le SCADA), signalement des incidents et conformité aux audits, avec une responsabilité accrue des dirigeants et des sanctions en cas de non-conformité. Les syndicats d'eau doivent donc renforcer leur sécurité informatique et coopérer avec les autorités pour face aux cybermenaces.

2-7-1. Mise en place d'un SCADA, en remplacement de la solution de supervision actuelle.

Le SCADA (*Supervisory Control and Data Acquisition*) est un élément clé dans la supervision, le contrôle et l'optimisation des infrastructures liées à la production et à la distribution de l'eau. Une consultation a été lancée octobre 2024 et 3 candidats ont été retenus et auditionnés. Le marché SCADA sera attribué au 1er trimestre 2025.

Le SCADA permettra **:**

- l'Automatisation des processus industriels
- l'Amélioration de l'efficacité opérationnelle
- la Réduction des coûts de maintenance
- une Meilleure gestion des ressources et optimisation des performances

Plusieurs scénarios sont envisagés pour l'implantation du nouveau SCADA, chacun avec des implications budgétaires différentes :

Hébergement interne au SEA :

- Investissement initial : ~150 000 € pour l'infrastructure informatique dédiée à l'usine.
- Charge d'exploitation : ~15 000 €/an pour le maintien en condition opérationnelle.
- Logiciel : Coût estimé entre 160 000 € et 175 000 € selon le candidat retenu.

Hébergement chez l'éditeur (selon le candidat retenu) :

- Charge d'exploitation : ~30 000 €/an.
- Maintenance : Contrat à ~50 000 €/an.

Hébergement sur Microsoft Azure :

- ~20 000 €/an services et maintenance inclus.

Le SCADA représentera une part significative du budget informatique en raison des investissements initiaux et des charges récurrentes.

2.7.2 Système d'Information Géographique (SIG)

L'enveloppe budgétaire d'investissement sur le SIG d'un montant de **105K€** sera basculée sur 2025, date de fin du déploiement de l'outil.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2.7.3 Mise en place d'une Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)

Conformément au SDSI, un logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) sera déployé en 2025 en amont de la réception de l'usine afin d'en avoir la maitrise au moment de la livraison.

Le coût d'installation est **estimé** à **35K €**.

2.7.4 Autres dépenses d'exploitation du SI

Une enveloppe de **100 k€** est estimée pour le financement de diverses charges d'exploitation nécessaires à la mise en œuvre du SDSI (Cybersécurité, Logiciel clientèle-régie, Relève, Outils collaboratifs), notamment des prestations de type :

- Audits,
- Conseil,
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).
- Prestations diverses des éditeurs logiciels

Un montant de **125K€** est provisionné pour répondre aux autres besoins liés au SI, tels que :

- Évolutions logicielles,
- Renouvellements d'équipements,
- Prestations ponctuelles.

L'ensemble des projets et dépenses inscrits dans le cadre du SDSI pour 2025 témoigne d'une ambition forte de modernisation du SI. Ils nécessiteront un effort budgétaire significatif, notamment pour le déploiement du SCADA, la mise en place du SIG et de la GMAO, ainsi que pour le maintien des performances globales du SI.

2-7-5 Déploiement d'un réseau LORA

Dans le cadre du déploiement de la télérelève des compteurs, le SEA a développé via ses délégataires (SAUR et VEOLIA) un réseau LORA, dont les antennes seront cédées au SEA en fin de contrat, en tant que bien de retour. Le SIEML déploie lui aussi un réseau de communication LORA pour le fonctionnement d'objet connectés. Il est envisagé de mutualiser les équipements existants en 2025, via la mise en œuvre d'une solution de roaming.

De plus, le SEA devra choisir une stratégie pour maintenir le service de télérelève existant sur le secteur du Layon, dans le cadre de la fin de contrat de délégation de service public sur ce territoire. La solution de télérelève existante est une solution radio (de type G2) interopérable, mais qui nécessitera un grand nombre de changements de modules et dont la technologie semble de plus en plus obsolète. Ainsi, il pourrait être envisagé de déployer un réseau LORA complémentaire, via une consultation ou en partenariat avec le SIEML.

Il pourrait être prévu un montant complémentaire de **77 k€** pour la mise en œuvre et la mutualisation du réseau LORA.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

2-8 La communication

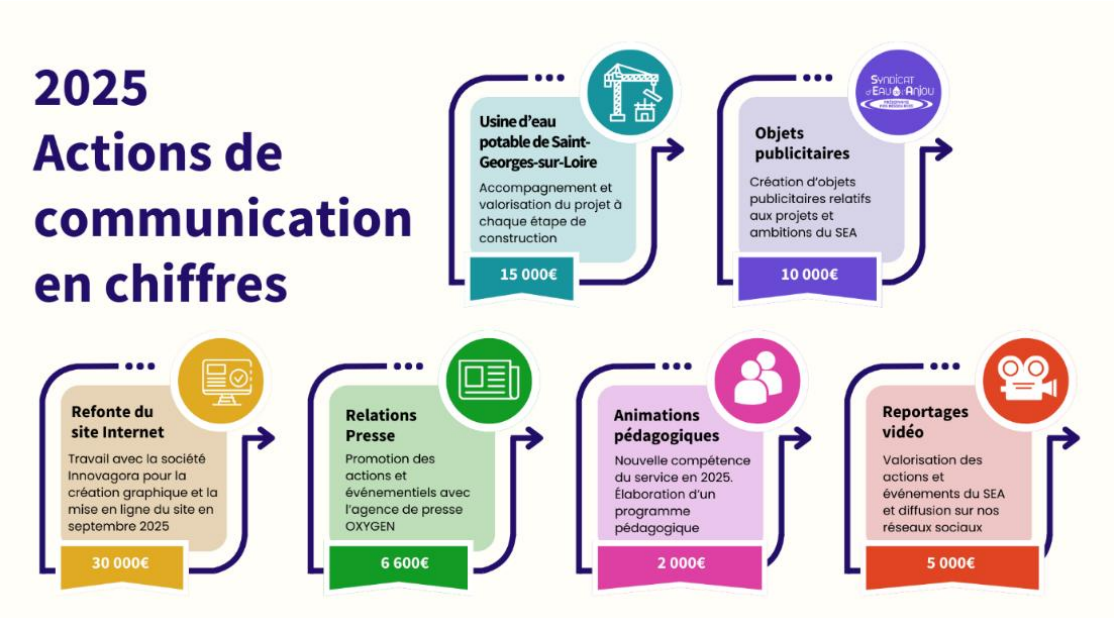
2-8-1 Bilan des actions de communication 2024



L'arrivée d'une responsable de la communication du SEA à l'été 2023, a permis de structurer un plan de communication à la fois sur un axe externe, mais aussi interne, qui a été déroulé progressivement tout au long de l'année 2024 (cf illustration ci-dessous), et ce, pour répondre à la première ambition du syndicat : être un acteur connu et reconnu du cycle de l'eau.

2-8-2 Projets et ambitions 2025 en communication

L'année 2025 s'annonce ambitieuse pour le service communication en lien avec les grands projets du syndicat.



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Refonte du site internet

Le projet de refonte du site Internet du SEA se poursuivra en 2025 avec la mise en œuvre du marché pour le volet graphique, avec pour objectif une mise en ligne d'un nouveau site internet à la rentrée 2025.

Accompagnement des travaux de construction de la nouvelle usine de Saint Georges

Autre projet important pour le syndicat, celui des travaux de construction de la nouvelle usine d'eau potable à Saint-Georges-sur-Loire, qui nécessitera un accompagnement particulier de la responsable communication sur divers plans : relation presse, pose de la première pierre, visite du site par les équipes, création de supports pédagogiques et capture des différentes étapes de la construction en vue de concevoir une rétrospective du projet.

Accueil du Congrès annuel AMORCE du 15 au 17 octobre 2025

Cette année sera également marquée par la co-organisation du congrès AMORCE du 15 au 17 octobre 2025 au centre des Congrès d'Angers, en collaboration avec les équipes d'AMORCE, le SIEML et le SIVERT. La communication jouera un rôle prépondérant dans l'organisation, la promotion et l'accompagnement de cet événement d'ampleur.

Le budget du groupement d'organisation locale est évalué au total à 170 K€, répartis à 40% pour le SIVERT, 40% pour le SIEML et 20% pour le SEA, soit **34 k€** pour le syndicat. De plus, chaque syndicat sollicitera un partenaire privé dans son champ de compétence pour la prise en charge partielle du coût de l'opération.

Refonte de la charte graphique du SEA

La refonte de la charte graphique devra se poursuivre et être finalisée en fin d'année 2025 pour permettre une harmonisation des supports et une meilleure identification du syndicat.

Développement d'un programme d'animation pédagogique

Un programme de sensibilisation sur le thème de l'eau auprès du public scolaire sur un territoire ciblé (Régie et/ou CCLLA) va être initié en partenariat avec le syndicat de gestion des déchets 3Rd'Anjou. Ce partenariat pourrait prendre la forme d'une mise en commun de ressource humaine, dont la nature juridique et la quotité restent à préciser (<0,5ETP vraisemblablement). Cette première étape marque la volonté du syndicat de développer un véritable programme pédagogique, des outils et actions de médiation à destination du public pour sensibiliser aux enjeux sur l'eau, déployer à terme sur tout le territoire.

2-8-3 Coopération internationale, partenariats et adhésions



Pour mémoire, la loi Oudin-Santini autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de solidarité internationale dans ces secteurs.
En 2024, les élus du Comité syndical ont poursuivi leur soutien financier à 3 associations d'aides humanitaires locales : AFDI49 (projets agroécologiques en Tunisie), l'association Avec l'Ethiopie (puits à main dans un village rural isolé Ethiopien) et l'association La Tontine (forage dans un village rural sénégalais). Chacune s'est vu attribuer une enveloppe d'un montant de 2 000 €, soit un budget total au titre de la loi OUDIN-SANTINI de 6 000 € sera réservée au budget.
En 2025, le Syndicat examinera les différentes demandes de soutien financier déposées par les associations et une enveloppe maximale de **6000€** sera réservée au budget.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Le SEA est membre du Pôle des syndicats départementaux d'Eau potable du grand Ouest, pour lequel il prend en charge l'organisation et l'avance de frais partagés du stand au Carrefour des gestions locales de l'Eau les 22 et 23 janvier 2025 à Rennes. Le SEA assume également la présidence tournante du Pole Grand Ouest et à la coordination administrative afférente, ce qui impliquera essentiellement la mise à disposition de temps de travail du personnel permanent du SEA.

En 2024, le SEA est entré au capital de la société publique d'aménagement ALTER Public. Le SEA reste actionnaire sans dépense envisagée en 2025.

La prestation de Délégué à la Protection des données (DPO) a permis la réalisation de l'audit RGPD du SEA en 2024. En 2025, cette prestation entre en phase de fonctionnement régulier, pour un montant de **1 350 € annuel**.

Pour mémoire, le SEA est toujours adhérent à plusieurs réseaux professionnels : réseau Loire Alerte, FNCCR et France Eau Publique , et IdealCO.

3 Les Ressources Humaines

3-1 Effectifs et données sociales 2024

Etat des effectifs au 31/12/2024 :

	Fonctionnaires	**Permanents**	**CDI**	**CDD**	**Alternants**	**Salariés Privé**	**Total**
Effectifs	9	9	23	3	1	27	**36**
en %	**25%**	**25%**	**64%**	**8%**	**3%**	**75%**	**100%**
Catégorie A	3	3	4	0	0	4	**7**
Catégorie B	3	3	7	1	0	8	**11**
Catégorie C	3	3	12	2	1	15	**18**
Temps plein	9	9	22	3	1	26	**35**
Temps Ncomplet	0	0	0	0	0	0	**0**
Temps partiel	0	0	1	0	0	1	**1**

Fin 2023 le SEA marquait une pause dans les mouvements de personnel : les effectifs s'étaient stabilisés et les équipes étaient au complet.

Malheureusement, le turn-over est resté élevé sur l'année 2024 : > 27 %

	Arrivées	**Départs**				
	Recrutement externe	Fin de CDD	Retraite	Fin période d'essai	Licenciement / Rupture co	Démission
Catégorie A	1		1			
Catégorie B	3	1		1	1	3
Catégorie C	5	2			1	1
Permanents	6		1	1	2	4
Non Permanents	3	3				
TOTAL	9	3	1	1	2	4
	9	**11**				

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Ces mouvements ont concerné l'ensemble des populations du SEA et à ce jour tous les départs n'ont pu être compensés.

De plus, 5 créations de postes en CDI ont été initiés sur l'année 2024 : 1 chargé d'opérations à la Direction des services technique, 1 Responsable du Systèmes d'Information, 1 agent d'exploitation, 1 chargé de clientèle et 1 responsable d'équipe réseau pour la Régie. Sur ces créations de postes, 4 ont été pourvus. Malgré cela, les effectifs réels n'ont pas suivi car plusieurs autres postes restent vacants consécutivement à 5 départs au 31/12/2024.

Effectifs cible 2023	
CDI - Titulaires	33
CDD - Intérim	2
Alternants	2
TOTAL	**37**

Effectifs cible 2024	
CDI - Titulaires	38
CDD - Intérim	2
Alternants	1
TOTAL	**41**

Quelques situations sont à souligner : l'apparition d'un premier temps partiel, à hauteur de 80%, conclu en 2024 pour un motif personnel ; un besoin récurrent de soutien à la clientèle avec la présence d'un renfort de façon continue depuis décembre 2022 ; la diminution du nombre d'alternants.

L'année 2024 a été marquée par une augmentation forte de l'absentéisme, avec une dégradation marquée de l'ensemble des indicateurs : nombre de collaborateurs en arrêt, nombre et durée des arrêts. L'absentéisme 2024 a ainsi atteint 6,5 %.

3-2 Evolution de la masse salariale 2024

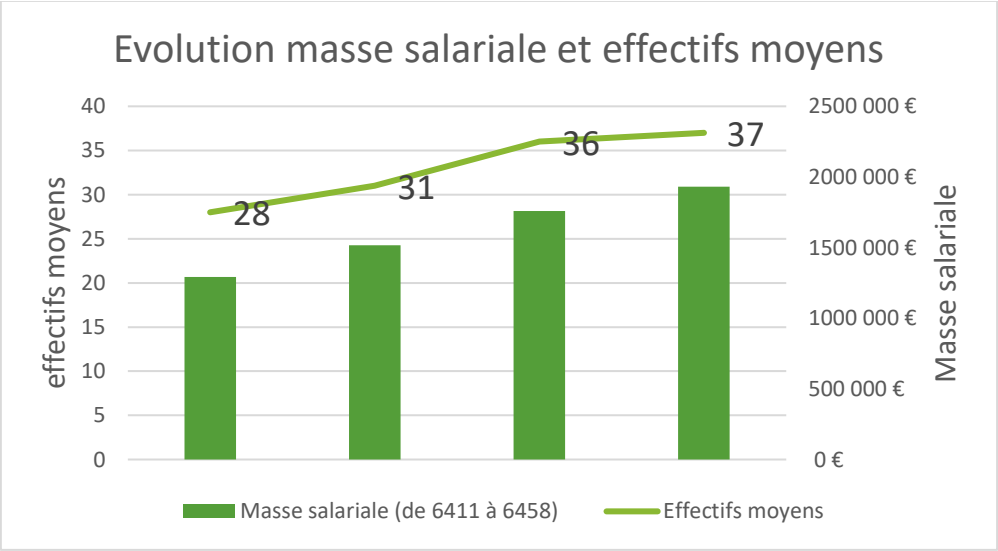
Le budget 2024 prévoyait une masse salariale de **2 148 K€.**

La masse salariale réalisée s'est élevée à 1 938 K€ en 2024, soit une économie de 210 K€.

De façon générale, les fluctuations de la masse salariale s'expliquent principalement par les mouvements de personnel. Les créations de poste sont planifiées et prévues au budget. Mais les recrutements ne se font pas toujours dans les délais prévus. Et en cas de turn-over, les remplacements ne permettent pas toujours d'assurer une continuité sur le poste.

Les vacances de postes ont donc un impact significatif et génèrent une économie par rapport au budget prévisionnel. Il s'agit du principal facteur de fluctuation de la masse salariale.

Evolution des données RH de 2021 à 2024



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

La courbe d'évolution de la masse salariale suit celle de l'évolution progressive de l'effectif moyen en lien avec les besoins de structuration du syndicat.

3-3 Les perspectives ressources humaines 2025

Après une année 2024, consacrée à un long travail de dialogue social et de négociation, le projet d'accord collectif portant sur le statut du personnel a été approuvé par les collaborateurs par referendum en janvier 2025. Il entre donc en vigueur au 1er février 2025.

Ce résultat vient valider l'orientation générale qui a guidé la rédaction de cet accord : s'inspirer prioritairement de la réglementation de droit privé pour définir les règles sociales applicables aux salariés comme aux fonctionnaires ; et favoriser ainsi un traitement homogène et équitable de l'ensemble des équipes.

Cette première étape validée, de nouveaux sujets vont pouvoir s'ouvrir, avec des marges de manœuvre nouvelles. En premier lieu, la question de la politique de rémunération sera à l'ordre du jour en 2025. Une réflexion doit s'engager avec pour objectif de formaliser des outils et méthodes, en s'inspirant notamment des pratiques du secteur privé, et de garantir l'attractivité du Syndicat afin qu'il soit en mesure de faire face aux perspectives de recrutement. Il s'agit là d'un enjeu crucial pour accompagner le projet de développement de la régie, qui doit voir ses effectifs s'étoffer ; mais aussi pour répondre au turn-over global auquel la structure est confrontée depuis plusieurs années.

Les demandes du SEA sur l'application des taux de cotisations réduit ont été rejetées par l'Urssaf. Ce dossier sera donc tranché par le Tribunal Judiciaire. Dans le même temps, la Cour de cassation a statué sur un cas similaire à celui du SEA, sur la base d'une argumentation nouvelle. Cette orientation est plutôt favorable à notre structure. L'éligibilité du SEA, à compter de 2025, aux taux de cotisations réduits pourrait donc être confirmée rapidement, ce qui permettrait de dégager une économie de près de **150 K€ par an** sur la masse salariale, dès cette année.

En premier lieu, des créations de poste sont prévues sur l'année 2025 avec le renforcement de l'équipe exploitation de la régie qui va recruter 2 agents d'exploitation supplémentaires. Il est prévu de poursuivre ce renforcement en 2026 avec 1 poste supplémentaire. Le départ à la retraite de l'électromécanicien en 2026, sera également anticipé et un recrutement à pourvoir pour septembre 2025 est inscrit au budget. L'équipe de la DST prévoit également de renforcer son équipe pour faire face aux nouveaux enjeux en matière de gestion de la ressource. Le recrutement d'un nouveau chargé de gestion de la ressource en eau sera programmé.

Conformément à la réforme de la protection sociale des fonctionnaires, le SEA va mettre en place au 1er janvier 2025 un contrat collectif obligatoire de prévoyance, avec une prise en charge à hauteur de 60%. Le même dispositif sera mis en place en 2026 pour la complémentaire santé. Le contrat étant obligatoire, il y aura plus d'agents couverts, avec une prise en charge supérieure : cela aura donc un coût. Mais les effectifs de fonctionnaires étant peu nombreux, l'impact financier réel reste minime.

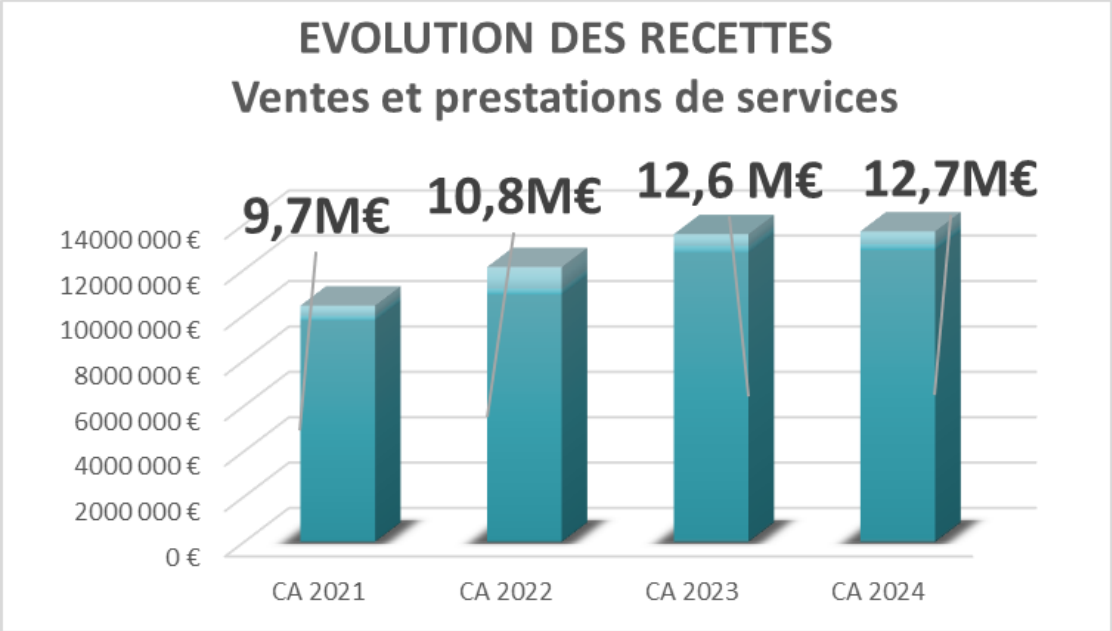
En 2025, le SEA devra également mettre en place un dispositif de partage de la valeur, qui peut prendre la forme d'un intéressement ou d'une prime collective. Le dispositif est à construire.

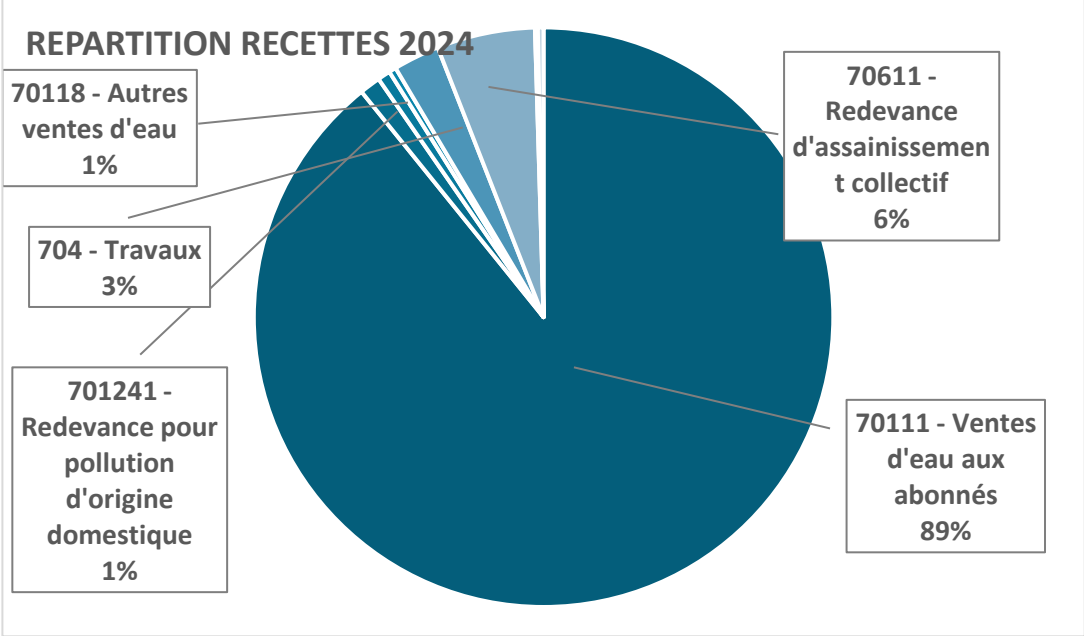
Au vu des éléments connus, et au regard du turn-over et des postes restant encore à pourvoir, il reste difficile de faire une évaluation de ce que pourrait être la masse salariale 2025. Depuis plusieurs années, force est de constater que les mouvements de personnel et les vacances de postes ont un impact significatif sur la masse salariale, qui est systématiquement inférieure au budget prévisionnel. Cependant, le budget 2025 a été établi à partir de l'organigramme cible 2025 et enregistrerait une progression de **7%** par rapport au réalisé 2024 mais une **régression de 5%** par rapport au budget 2024 avec un montant de **2,068M€.**

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

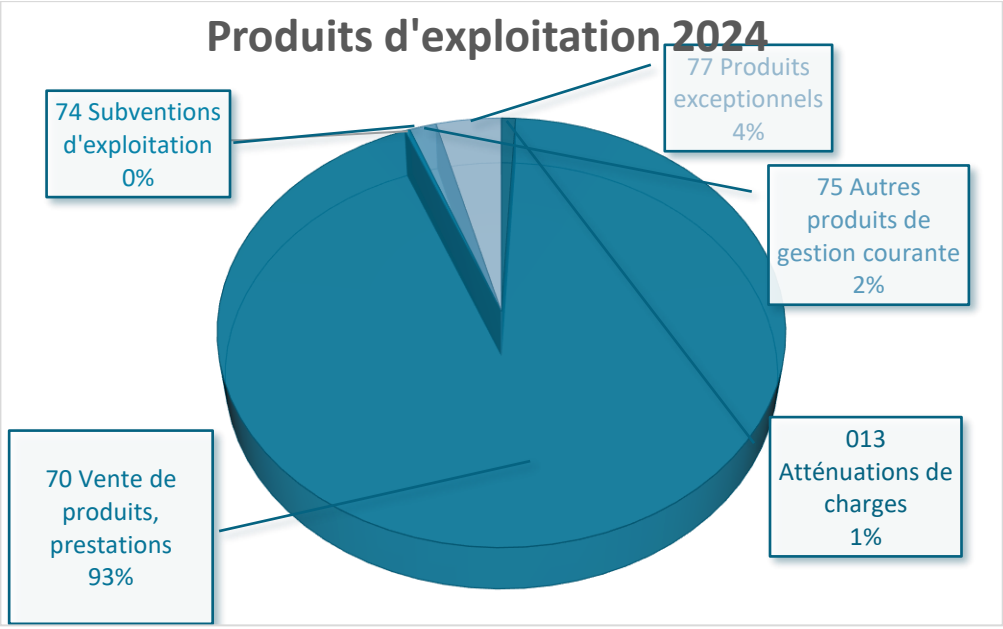
4 Perspectives budgétaires 2025

4-1 Evolutions des recettes





Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE



L'évolution globale des produits d'exploitation est portée par celle du poste principal de recettes que constitue la vente d'eau**.** Les recettes d'exploitation ont ainsi progressé de **+31% entre 2021 et 2024**. La convergence tarifaire arrivant à son terme, le taux d'inflation appliqué s'étant fortement infléchi par rapport à 2023, l'impact des estimations des rattachements de recettes de la régie sur 2 exercices sont autant de paramètres qui contribuent au ralentissement de la progression entre 2023 et 2024 est moindre. Le montant total des produits d'exploitation s'élève à **13,7M€** en 2024.

4-1-1 Tendances sur les volumes de vente d'eau

Les volumes vendus en 2023 ont baissé de **1.6%** par rapport à l'année 2022. Il est probable que les volumes vendus en 2024 suivent cette même tendance. Ces deux années ont, en effet, enregistré des étés relativement humides avec peu de pics de consommations estivales.

Les estimations des consommations d'eau pour l'année 2025 sont donc incertaines. La tendance serait à la baisse, avec cependant une augmentation possible des consommations si l'été 2025 est chaud et sec.

Les volumes achetés et vendus en gros suivent ces mêmes tendances (cf. Page 14 et 15 du RPQS 2023). Ces évolutions n'ont que peu d'incidence sur le budget du SEA puisque la majorité des recettes et dépenses liée à ces achats/ventes en gros sont supportés par les délégataires.

4-1-2 Impact des avenants sur les secteurs Nord-Est et Nord-Ouest

L'année 2024 a été marquée par la signature d'avenants de mise en place de la Redevance de Mise à disposition Du Patrimoine (RMDP) sur les contrats Nord-Est et Nord-Ouest avec la société SAUR. Ces avenants permettront de fiabiliser les recettes du SEA, quelques soient les volumes consommés.

Ainsi, les redevances versées par SAUR sur ces 2 secteurs pour l'exercice 2025, seront reversées selon le calendrier suivant :

Date	Montant
01/03/2025	751 985.78 €
01/09/2025	2 349 955.55 €
01/02/2026	1 597 969.77 €
TOTAL	**4 699 911.10 €**

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

4-1-3 Estimations des recettes de vente d'eau

En décembre 2024, le comité syndical a voté les tarifs applicables en 2025, sur la base des hypothèses d'harmonisation tarifaire à horizon 2026 et d'une inflation à hauteur de **2.1%.**

Pour la première année, en 2025, la part fixe correspondra à **30%** du montant total d'une facture type de 120 m3, sur l'ensemble des secteurs tarifaires.

Les hypothèses de recettes sont basées sur une évolution de l'assiette (volumes) en baisse de **1.6% en 2025, puis une stabilisation des volumes jusqu'en 2030** à contrario des hypothèses de 2020 qui comprenait une augmentation de 0.5% par an jusqu'en 2030 augmentant les recettes de 18.5% à euro constant.

Les recettes estimatives 2025, hors secteurs RMDP s'élèvent à **7 034 K€** décomposées ci -dessous :

Secteur	Estimations recettes 2025
Secteur Layon	750 000 €
Secteur Bierné	570 000 €
Secteur Nord-Est (gros consommateur)	169 000 €
Secteur Sud-Est	1 820 000 €
Secteur Régie	3 725 000 €
TOTAL	**7 034 000 €**

A noter qu'il existe une incertitude relativement importante sur ces recettes, au vu d'une probable baisse des volumes consommés en 2025, et des évolutions actuelles des consommations individuelles (risque estimé jusqu'à -5%).

Le total des recettes prévisionnelles liés à la vente d'eau tous secteurs confondus s'élève à **11 733 000€** dont **40% sont garanties par le mécanisme de la RMDP**.

4.1.4 Evolutions des redevances de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)

En 2025, les redevances collectées pour le compte de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne ont évolué.

La redevance pollution a été remplacée par une redevance consommation sur des mécanismes assez similaires qui n'auront que peu d'impact sur le budget du SEA.

En revanche, il est créé une nouvelle redevance « performance des réseaux d'eau potable » à hauteur de 0,02 € par m3 facturé à l'échelle du SEA. Cette redevance est répercutée sur les volumes facturés aux abonnés pour un montant équivalent. Les recettes de l'exercice 2025 devrait être de **167 000€**, pour une dépense de 176 000€ à prévoir en mars 2026.

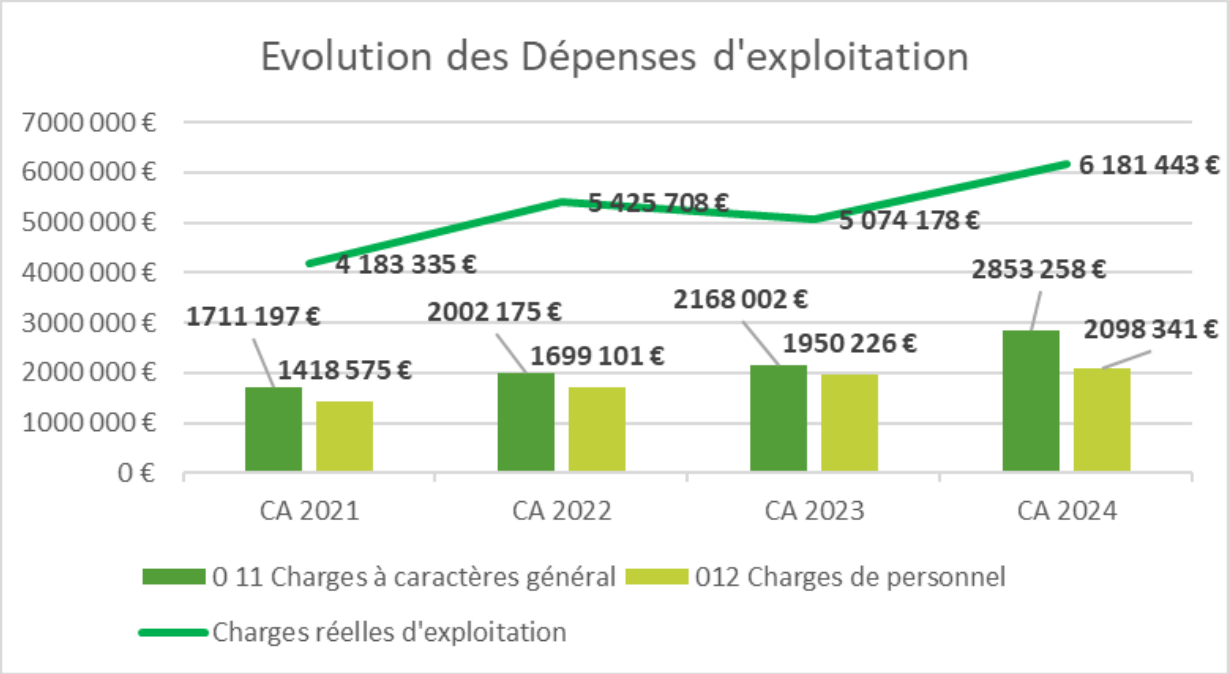
Le mécanisme des redevances n'a que peu d'impact sur le budget puisque la balance entre recettes et dépenses (reversement à l'agence de l'eau) est habituellement quasiment à l'équilibre.

Cependant, au vu de la mise en place des nouvelles redevances, l'équilibre ne sera pas respecté sur chaque exercice. En 2024, les redevances supprimées ou modifiées et non facturées n'ont pu être rattachées à l'exercice 2024, pénalisant le montant des recettes à hauteur d'environ **460k€**. En revanche en 2025, la facturation de redevances sur des consommations de l'exercice précédent cumulée avec l'élargissement des assujettis et la création de nouvelles redevances recettes impacteront à la hausse ces postes : **le résultat 2025 sur les redevances AELB sera excédentaire**. L'équilibre lié à la collecte des redevances pour le compte de l'agence de l'eau ne sera retrouvé qu'à compter de 2027.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

4-2 Evolution des dépenses d'exploitation :

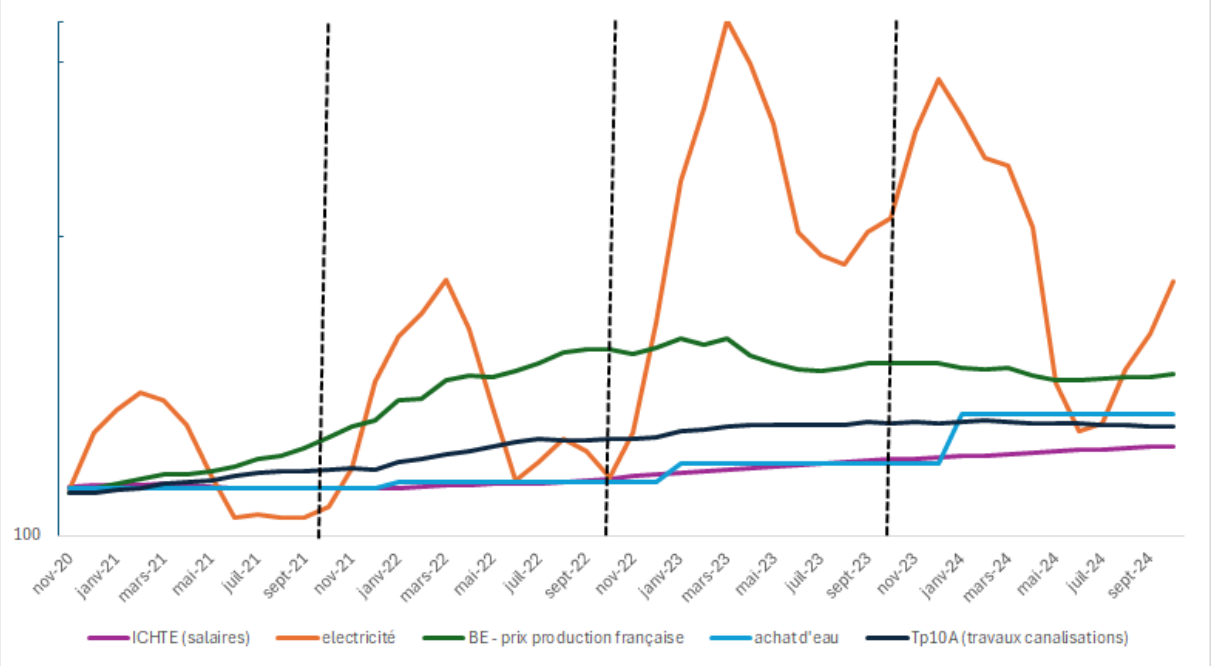
4-2-1 Historique des charges réelles d'exploitation



L'évolution plus importantes de charges à caractère général est principalement dû à 2 postes que sont l'électricité (nouveau marché et hausse des tarifs conséquents) et le reversement sur une année complète de la redevance assainissement à la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou collectée et enregistrée en recettes.

4-2-2 Prospectives dépenses 2025

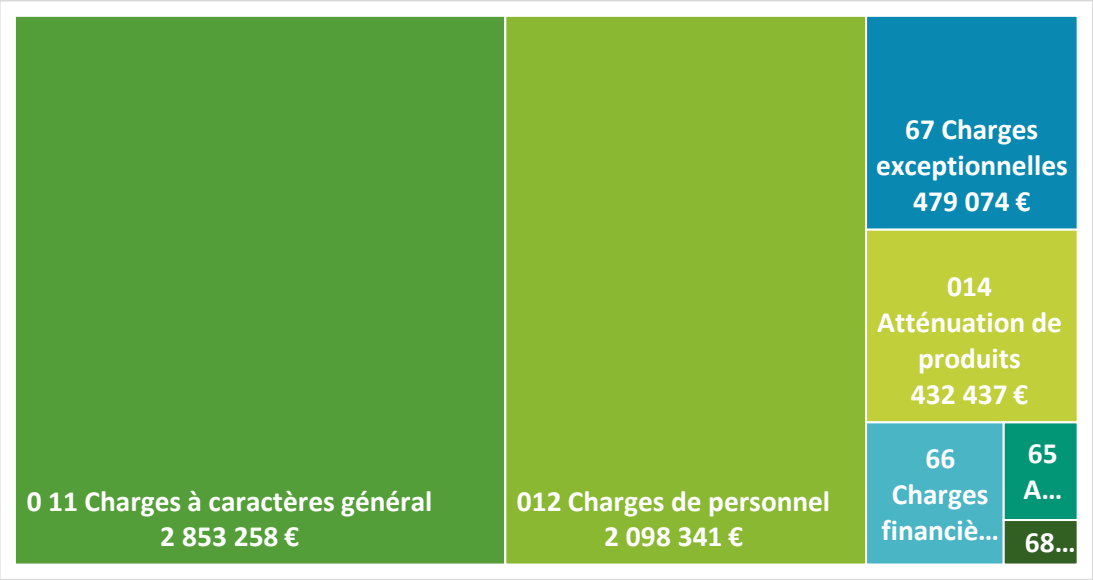
L'inflation devrait être peu impactante sur les dépenses d'exploitation du SEA pour l'exercice 2025. En effet, la majorité des indices importants liés aux travaux et aux réactifs sont en légère baisse. Seuls les salaires ont augmenté pour prendre en compte l'inflation des années précédentes.



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Les tarifs d'achats d'eau vont varier en fonction des formules de révision établies dans les conventions ou les programmes d'investissements des collectivités partenaires du SEA. Ainsi les tarifs d'échanges d'eau avec Angers Loire Métropole devraient baisser de 10% en 2025 (après une hausse de 17% en 2024), tandis que le tarif du SIDAEP Mauges Gâtines va augmenter de 9% en 2025, afin de permettre le financement de la réhabilitation de l'usine de Montjean sur Loire.

Le cumul des charges à caractère général et des dépenses de personnel représente plus de 80% des dépenses d'exploitation.



Après une progression significative des charges à caractère général en 2024, le volume de ces dépenses devrait être contenu en 2025. Les 2 plus gros postes de dépenses sont constitués du reversement de la redevance d'assainissement à la CCVHA (796K€) et des dépenses d'électricité (345K€). Ils constituent également les plus fortes progressions entre 2023 et 2024.

Les charges de personnel devraient quant à elle progresser compte tenu des recrutements restant à réaliser et des vacances de postes sur 2024. Cependant une économie d'environ **170k€** sur les charges patronales est attendue avec la mise en œuvre des réductions sur les bas salaires.

Les charges financières sur la dette existante s'élèvent à **207K€** en 2024 et devraient enregistrer une baisse d'environ **50k€** soit près de 25% à partir de 2025 sans emprunt nouveau.

5 Le plan pluri annuel d'investissements

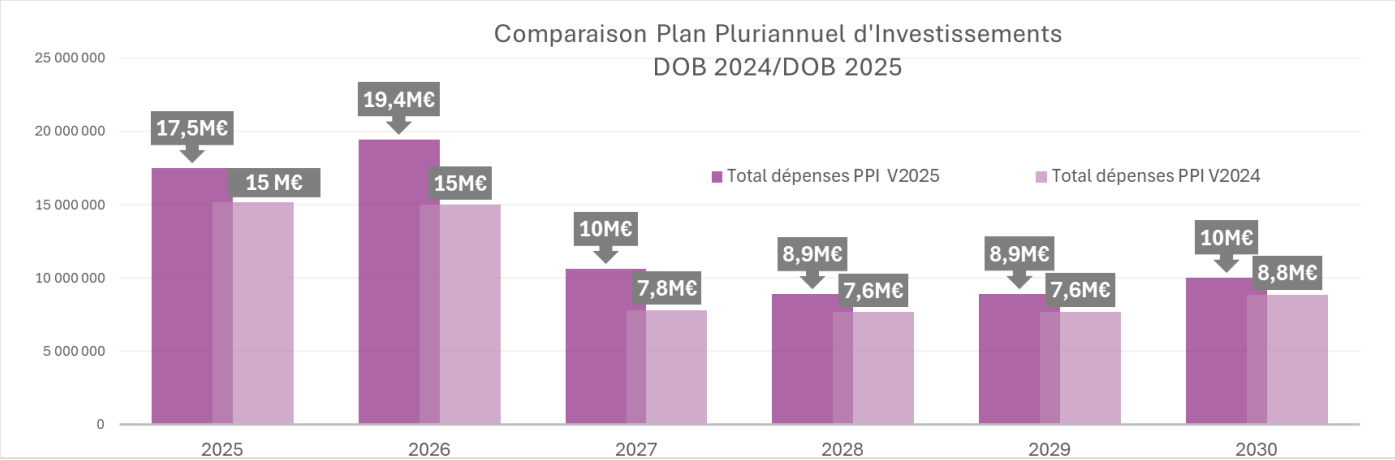
En 2024, les investissements réalisés s'élèvent à **7 850K€** pour un montant global inscrit au budget 2024 de **11 927K€** soit un taux de réalisation de 66%. Le montant des restes à réaliser en toute fin d'exercice 2024 s'élève à plus de 2,9 M€ principalement affectés au poste de renouvellement de réseaux.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

	Budget 2024	Réalisé 2024	Réalisation
PPI 1 - ETUDES	272 000 €	0 €	0%
PPI 2 - OUVRAGES	1 003 757 €	361 993 €	36%
PPI 3 - PROTECTION DE LA RESSOURCE	214 000 €	53 425 €	25%
PPI 4 - SECTORISATION	197 329 €	191 864 €	97%
PPI 5 - RENOUVELLEMENT COMPTEURS	108 755 €	84 795 €	78%
PPI 7 - SECURISATION ENDISTRIB EXTENSIONS	0 €	658 388 €	
PPI 8 - CREATION DE RESEAUX HORS FEEDERS	1 225 133 €	201 194 €	16%
PPI 9 - RENOUVELLEMENT RESEAU	6 950 705 €	5 068 743 €	73%
PPI 10 - SECURISATION	1 010 098 €	861 855 €	85%
PPI 11 - STRUCTURATION / LOCAUX	509 634 €	195 225 €	38%
PPI 12 - EQUIPEMENT NON STRUCTURANT	435 985 €	173 256 €	40%
Total général	**11 927 397 €**	**7 850 738 €**	**66%**

Le programme d'investissement a été mis à jour sur la période 2025-2030. La totalité du programme s'élève à **74,4M€** (estimation DOB 2024 à 62M€ sur la même période). L'augmentation des investissements pour l'exercice 2025 (+2M€) est le résultat de plusieurs facteurs dont les principaux sont les suivants :

- Décalage des travaux de l'usine
- Augmentation du poste Ouvrage notamment par anticipation du résultat de l'étude d'audit des ouvrages
- Réévaluation de l'enveloppe sur le renouvellement de réseau pour rester dans la trajectoire fixée de 0.6% renouvelé à partir de 2024 puis 0.75% à partir de 2025 majoré d'un surcoût au ml à réévaluer.
- Réévaluation du coût des futurs locaux d'exploitation de la régie
- Décalage du renouvellement de la flotte automobile



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

6 Financement des investissements

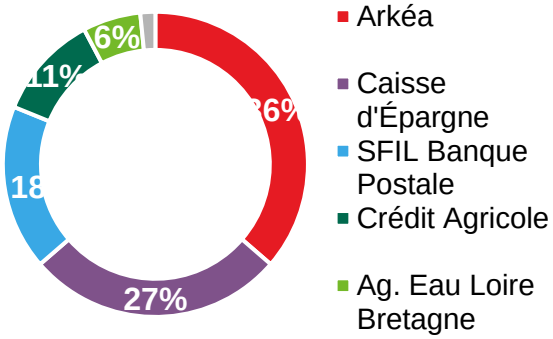
La prospective budgétaire repose aussi sur une analyse rigoureuse de la dette. Elle permet de considérer les remboursements futurs tant en exploitation qu'en investissement et de connaître leur impact sur le budget. La prospective permet de déterminer jusqu'à quel niveau d'encours le Syndicat pourra supporter les charges inhérentes au recours à l'emprunt.

6-1 Structure de la dette actuelle

Au 31/12/2024, le SEA compte 29 emprunts contractés auprès de 8 prêteurs sur la base de conditions à risque faible. (96.86% de la dette en catégorie A). Le ratio de désendettement (épargne brute/ remboursement de la dette) à fin 2024 est toujours à un niveau très bas, **inférieur à 1 an**.

La structure actuelle de la dette permet d'envisager aisément le recours futur à l'emprunt.

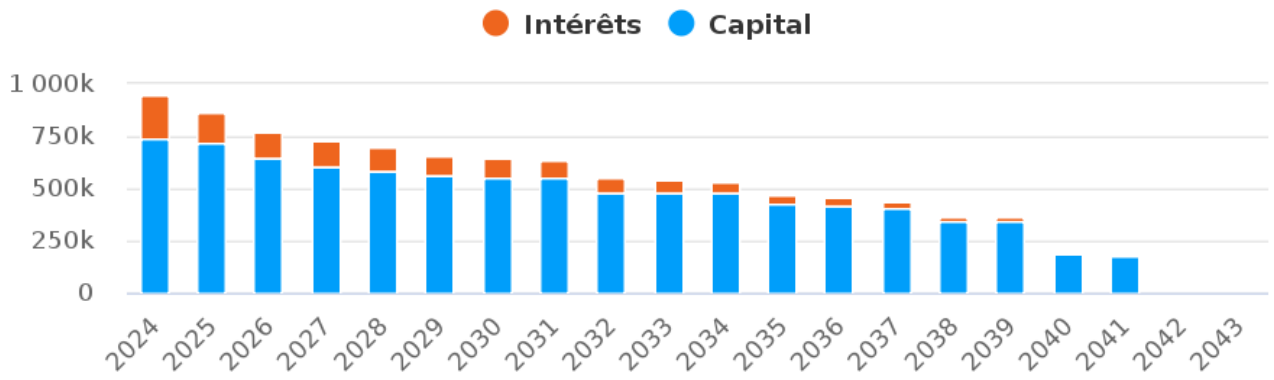
Caractéristique de la dette au :	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Evolution de la dette :	8 687 296 €	7 948 979 €	- 738 317 €
Son taux moyen s'élève à	2,60%	2,20%	- 0,40%
Sa durée résiduelle moyenne est de	14 ans et 5 mois	13 ans et 8 mois	- 9 mois
Sa durée de vie moyenne est de	7 ans et 6 mois	7 ans et 1 mois	- 5 mois
Son nombre de lignes est de	29	29	-



Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	4 769 473 €	60,0%	1,52%
Variable couvert	3 930 €	0,0%	4,78%
Variable	2 924 895 €	36,8%	3,10%
Barrière	250 681 €	3,2%	4,55%
Total	**7 948 979 €**	**100,0%**	**2,20%**

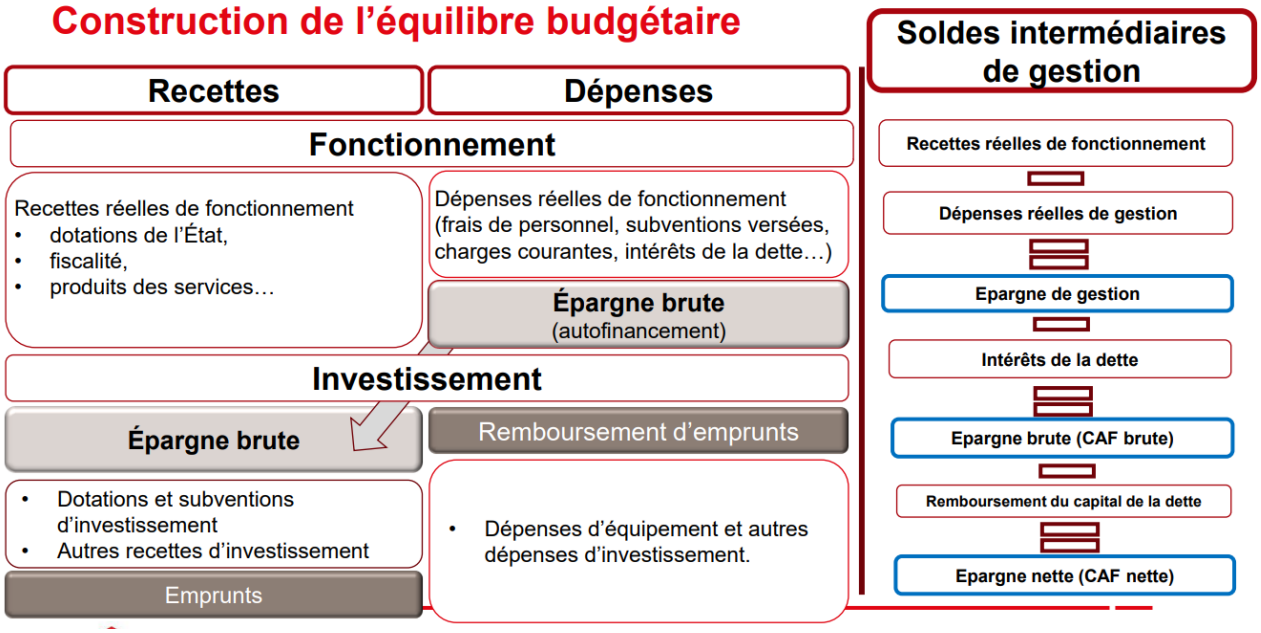
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Profil de remboursement et d'extinction de la dette au 31/12/2024



6-2 Autofinancement et autres recettes d'investissements

Rappel sur les principes de construction de l'équilibre budgétaire (cf tableau ci-dessous)



Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Evolution Capacité d'Auto Financement					
	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
RECETTES EXPLOITATION	15 941 879 €	11 995 052 €	13 178 016 €	14 641 873 €	14 530 383 €
DEPENSES EXPLOITATION	9 362 708 €	8 588 041 €	9 543 195 €	9 559 393 €	11 535 595 €
RESULTAT EXPLOITATION	**6 579 172 €**	**3 407 011 €**	**3 634 821 €**	**5 082 480 €**	**2 994 789 €**
RECETTES EXCEPTIONNELLES (chapitre 77 et 78)	431 809 €	434 460 €	941 652 €	449 420 €	557 932 €
DEPENSES EXCEPTIONNELLES (chapitre 67 et 68)	263 011 €	469 319 €	989 843 €	363 642 €	513 906 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**168 798 €**	**-34 859 €**	**-48 191 €**	**85 779 €**	**44 026 €**
AMORTISSEMENTS	4 183 406 €	3 826 830 €	4 117 487 €	4 204 896 €	4 646 616 €
RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	14 914 753 €	10 988 193 €	12 113 155 €	13 503 056 €	13 687 648 €
DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION	5 177 113 €	4 751 719 €	5 425 708 €	5 074 178 €	6 181 443 €
CAF BRUTE/EPARGNE DE GESTION	**9 737 641 €**	**6 236 474 €**	**6 687 447 €**	**8 428 878 €**	**7 506 206 €**
REMBOURSEMENT CAPITAL DETTES	**861 246 €**	**770 833 €**	**760 060 €**	**733 906 €**	**885 060 €**
CAF NETTE/EPARGNE NETTE	**8 876 394 €**	**5 465 641 €**	**5 927 387 €**	**7 694 971 €**	**6 621 146 €**

Le niveau d'épargne nette se situe toujours à un bon niveau soit **6,6M€** en 2024. Il permet ainsi sur l'exercice 2024 l'autofinancement des travaux de renouvellement du réseau et d'entretien des ouvrages existants, qui se sont élevés en 2024 à **5,4M€.**

Le financement du solde des investissements au-delà des 6,6M€ dégagés en épargne nette sur l'exercice, est prélevé sur les résultats d'exploitation et les réserves fléchées en section d'investissement.

A noter qu'au cours de l'année 2025, le SEA va se munir d'un outil de veille des subventions. Avec l'appui du prestataire Finance Active, les opportunités de subventions pourraient être trouvées et mises en œuvre permettant ainsi l'octroi de ressources complémentaires pour le financement des investissements.

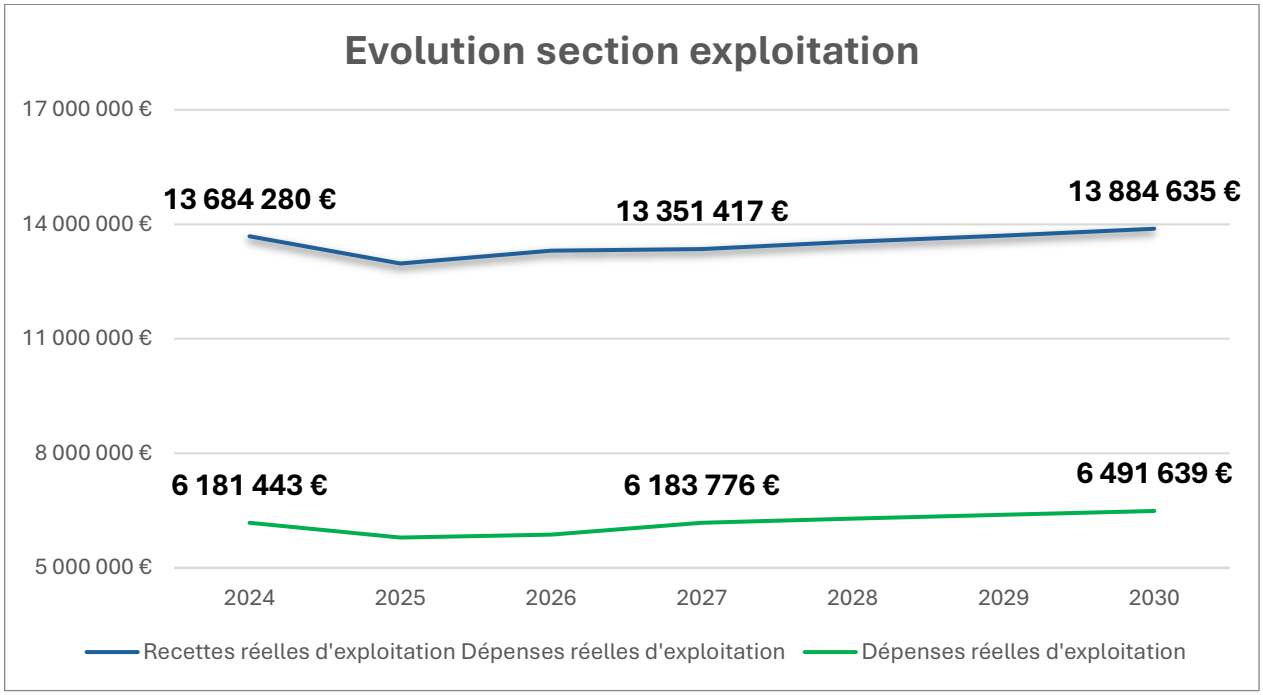
6-3 Prospective financière et évolution de la dette :

Pour réaliser la prospective permettant d'anticiper les besoins de financement du programme d'investissements des 6 prochaines années (2025-2030), les dépenses et les recettes d'exploitation ont été estimées à partir des données 2024 réalisées connues à ce jour avec les conditions suivantes :

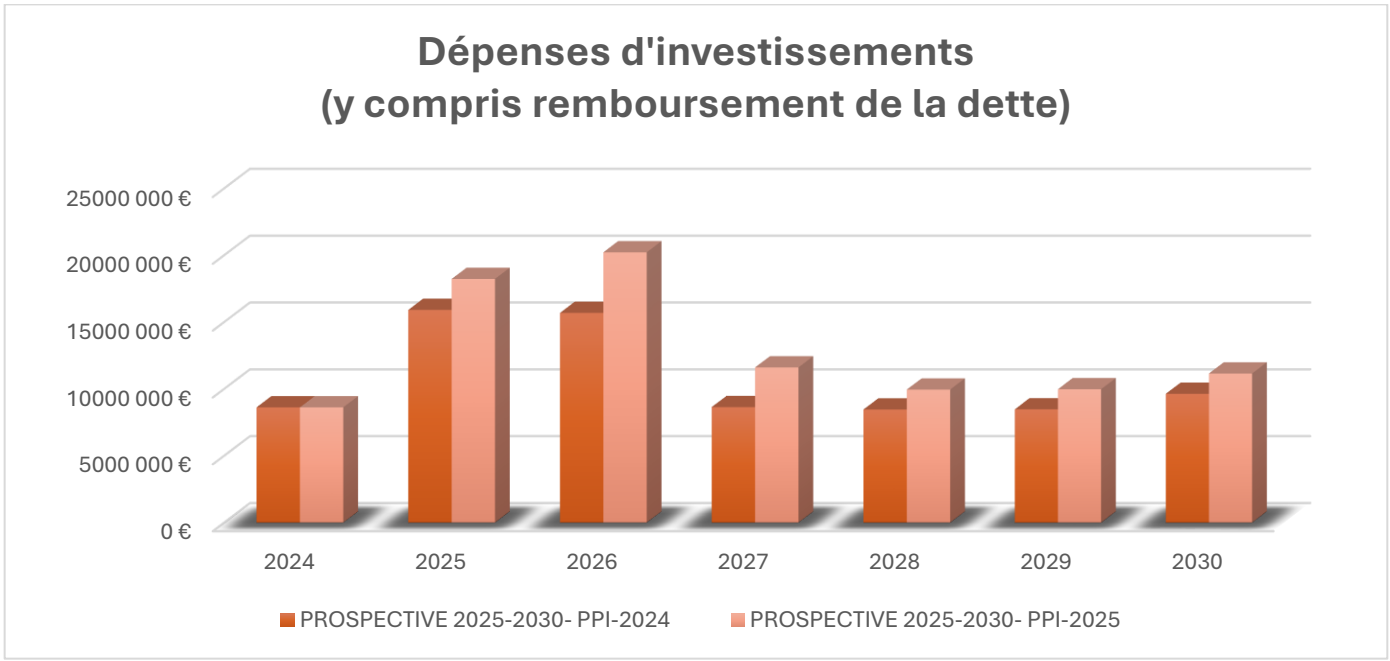
1. Recettes vente d'eau conforme au vote de tarifs de décembre 2024, comprennent l'intégration des données en régie à partir de 2026 sur le secteur cœur de Layon et sans impact de l'inflation pour les recettes des DSP.
2. Pour les autres recettes, tendance sans évolution et aucun produit exceptionnel projeté
3. Dépenses d'exploitation (80%) : +0,5% pour les dépenses à caractère général et +2,5% pour les dépenses de personnel (masse salariale et autre dépenses)
4. Un niveau de fonds de roulement prudent bloqué à 1M€ pour permettre de faire face aux besoins de trésorerie.
5. Intérêts des emprunts calculés sur la base d'un taux fixe de 3,5% à partir de 2025 et une durée d'amortissement sur 30 ans pour les emprunts futurs.

Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Résultats prospectifs sur la section exploitation

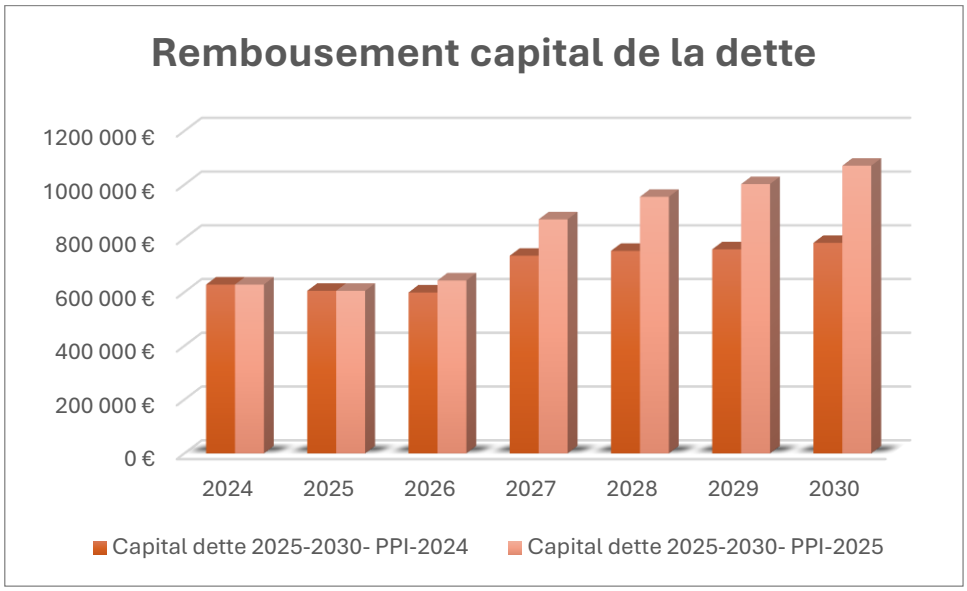


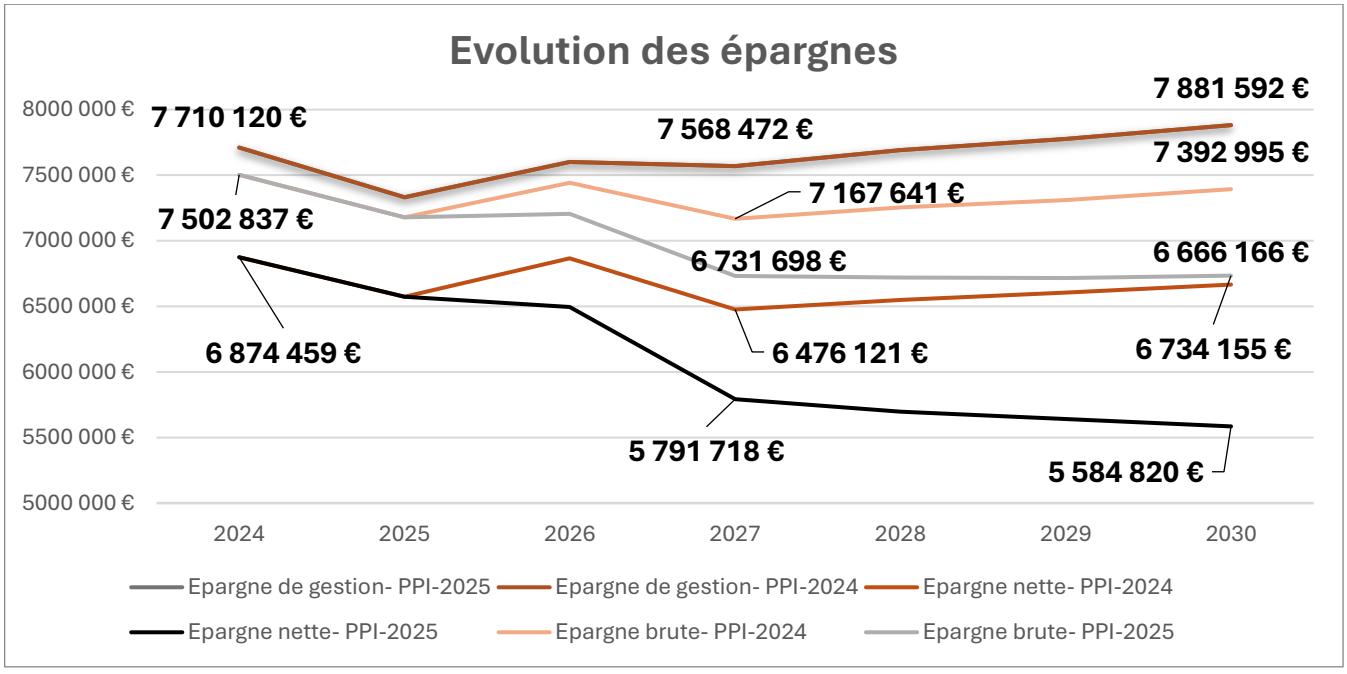
Evolution du PPI entre 2024 et 2025



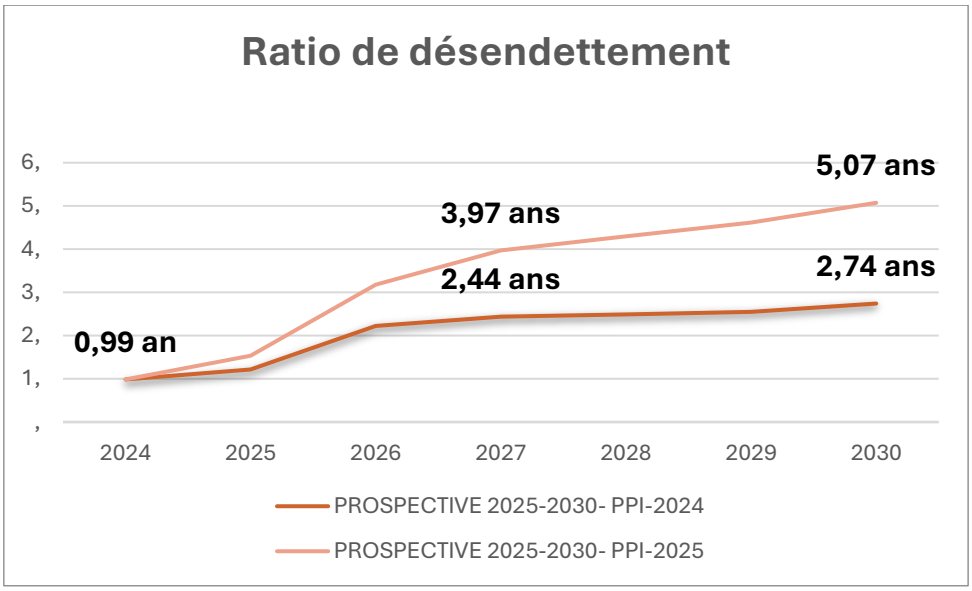
Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE

Impact des 2 prospectives PPI sur la dette et l'autofinancement





Envoyé en préfecture le 06/03/2025
Reçu en préfecture le 06/03/2025
Publié le
ID : 049-200077402-20250228-DCS25_02_28_03-DE



Dès 2025, un nouvel emprunt devra être contracté pour faire face à l'augmentation des dépenses d'investissement et notamment pour financer la construction de la nouvelle usine.

L'actualisation 2025 du PPI et l'épuisement du fonds de réserves engendre un besoin de financement par l'emprunt chaque année jusqu'en 2030 et au-delà. Le montant total des nouveaux emprunts contractés pour financer le PPI actualisé sur la période 2025-2030 est porté à **33M€** contre **16M€** dans la version antérieure.

La part croissante du remboursement de la dette prélevée sur l'épargne brute entraîne une baisse croissante de l'épargne de gestion restant disponible pour le financement des investissements. Il faudra à moyen terme trouver un cycle plus vertueux financièrement pour maintenir la solidité économique du syndicat.

CONCLUSION

L'évolution prévisionnelle des recettes liée principalement au tarif de vente d'eau pour l'année 2025, permet à priori de trouver un équilibre de financement des 2 sections, exploitation et investissements pour cet exercice.

En revanche, même si le niveau de résultat de la section d'exploitation demeure d'un bon niveau, elle ne permet plus de couvrir la part des investissements « auto finançables » représentée notamment par le renouvellement des réseaux, du parc compteurs, et la réfection des ouvrages obligeant à un recours systématique à l'emprunt au moins jusqu'à fin 2030.

Aussi, la prospective ainsi que le PPI devront faire l'objet d'une nouvelle version actualisée avant la fin de l'exercice 2025 et dans tous les cas avant le vote des tarifs prévu au comité syndical de décembre 2025 pour ajuster les leviers nécessaires au maintien d'un équilibre financier permettant de relever les défis s'imposant au SEA et tenir le rythme des investissements structurants.